# LE SYNDICALISME EST PEUT-ÊTRE MORIBOND... MAIS LA CLASSE OUVRIÈRE N'EST PAS MORTE

P. 8 et 9

# ILIATEE ERE

indemnités en baisse et cotisations

Chômage:

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº 909 - 2 novembre 1985 - prix : 6 F

en hausse

# Bataille de chiffres autour de l'immigration:

Le racisme, un virus dangereux que le Sida

# sommaire

#### Dans le monde

- Côte-d'Ivoire : Houphouët-Boigny a 80 ans et toutes ses voix. Tunisie: le gouvernement s'en prend aux syndicalistes; il aura
- plus de mal avec la population.
- Algérie : 3 ans de prison pour le chanteur Aït Menguellet. Petits cadeaux entre brigands internationaux.

- Philippines : Reagan lâcherait bien le vieux Marcos s'il en trou-
- Une grève à Manille.

- Argentine : défendre la démocratie par l'état de siège ?

#### **En France**

- Logement : abriter les capitalistes de la crise.
- HLM: les loyers augmentent plus que le confort
- Mieux vaut être riche et subventionné par l'Etat que pauvre et « aidé ».

Page 5:

- Fabius, Chirac : deux emballages pour une même politique. Chômage assuré : indemnités en baisse, cotisations en hausse.
- Pages 8 et 9:
  - Le syndicalisme est peut-être moribond, mais la classe ouvrière n'est pas morte.
  - Les syndicats victimes de la crise.
  - A la CFDT : « Têtes à droite ! ». Vers la fin des OS?

Dans les entreprises : Vieille-Montagne (Creil) ; Rhône-Poulenc (Pont-de-Claix); Thomson DTE (Vélizy).

- Page 11:

   Ministres et P-DG en visite dans les entreprises : Flins, RATP Championnet.
- Crédit Lyonnais: des syndicalistes qui sanctionnent comme

- Cramif (Paris 19º) : grève contre des suppressions de postes. Thomson (Gennevilliers) ; Verreries Saint-Gobain (Orléans).
- SIDA: les malades, les médecins... et les trusts pharmaceutiques.

#### Loisirs

Page 13:

- Exposition : le Festival de l'industrie et de la technologie.
- Livres: 1905, la révolution russe manquée de F.X. Coquin; L'empereur du Portugal de Selma Lagerlöf.

- Film: Hold-up.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

#### **LUTTE OUVRIÈRE**

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. — BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F. — Durée : cinquante ans. — Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON

Tirage: 15 000 exemplaires.

Composition: Presse Photo-Compo, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11e.

Impression: Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise). Commission Paritaire des Publications n° 64 995.

> Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIERE B.P. 233 **75865 PARIS CEDEX 18**

Abonnements et soutiens : Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON. Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 6 851 10 R.

#### ☐ THOMSON-CSF TELEPHONE (Boulogne-Billancourt)

## « CIT-Alcatel, Thomson Téléphone, même patron, même combat!»

Les patrons de la téléphonie ont des projets qui ne sont pas du goût de tout le monde à la Thomson-CSF de Boulogne. En effet, 180 personnes doivent être mutées en province dans les mois qui viennent et environ 450 autres seront mutées à Vélizy, dans la région parisienne.

Depuis une dizaine de jours, à Boulogne-Billancourt, le personnel s'est organisé: nous avons élu un groupe de coordination, et tous les jours, une assemblée générale s'est tenue.

Mardi 29 octobre, nous avons décidé de nous rendre dès le lendemain à la CIT-Alcatel de Vélizy, dont le personnel connaît des problèmes absolument identiques: 512 mutations, décidées par le même trust dont dépendent les deux sociétés, la CGE.

Le mercredi 30 au matin, une

centaine de personnes ont pris place dans deux cars et plusieurs voitures pour se rendre à la CIT de Vélizy.

Quand nous sommes arrivés devant l'usine, la directrice de l'établissement, accompagnée d'un huissier, a essayé de nous dissuader de pénétrer dans les locaux: peine perdue! Nous sommes allés rejoindre les 250 travailleurs de CIT qui nous attendaient de l'autre côté.

Ce furent les retrouvailles et, aussitôt, criant des slogans, agrémentés de coups de sifflet et de chansons, travailleurs de Thomson et de CIT mêlés, nous avons d'abord fait un tour dans la cour, puis nous sommes passés dans l'atelier. Et sur notre passage, les gens laissaient tomber le travail, prenaient leur veste et se joignaient au cor-

C'est à plus de 500 que nous nous sommes retrouvés à la cantine de CIT pour y tenir une AG. A l'unanimité, il fut décidé que le 8 novembre, jour où la direction du trust doit se réunir avec les syndicats pour statuer sur notre sort, nous irions, nous aussi, nous en mêler, nous les premiers intéressés. et dire que nous n'avons pas l'intention de nous laisser

C'est dans une ambiance très chaude et très chaleureuse que tous ensemble, travailleurs de Thomson et travailleurs de la CIT, nous avons déjeuné sur place et nous nous sommes quittés en nous promettant de nous retrouver le 8 au matin devant le siège de la CIT-Alcatel, avec le personnel des autres établissements du groupe en région parisienne touchés eux aussi comme

Correspondant LO

#### EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF..

#### Les fauteuils de ministre. ca salit

Eh bien, c'est du propre! L'explosion de Mururoa à laquelle ont assisté Fabius et Quilès serait totalement inodore, incolore, sans saveur et surtout sans danger. Les ministres ont eu beau survoler le lieu de l'explosion, ils n'ont rien vu, rien senti.

Et Haroun Tazieff était là, pour certifier. Il est secrétaire d'Etat aux catastrophes et risques naturels...

Vous voyez bien que la bombe, c'est naturel!

#### Top secret

La base d'Aspretto, en Corse, centre d'entraînement des « nageurs de combat » qui se sont illustrés en coulant le Rainbow Warrior, va être fermée, et les nageurs iront s'installer dans la presqu'île de Crozon en Bretagne. L'eau est plus froide. Après tant d'infortunes, le gouvernement préfère geler définitivement l'affaire.

#### La croix et la bannière

L'assemblée des évêques français — le comité central de l'Eglise nationale - s'est tenue à Lourdes avant le prochain synode extraordinaire de Rome. Les évêques ont fait le bilan. Ce n'est pas bien fameux: moins de mariages

religieux, de baptêmes, de pratiquants, de prêtres...

L'Eglise catholique romaine ne sait plus si elle est majoritaire en France. Pour elle, comme pour bien des partis, la « situation 1986 » s'annonce dure... Beaucoup d'appelés, mais peu d'élus!

#### Cent balles pour se faire trouer la peau, mais pas cent balles de récompense

Deux avocats sénégalais viennent d'accuser la France de discrimination raciale devant le Comité des droits de l'homme des Nations unies. Ils représentent 3500 anciens militaires africains de carrière, retraités de l'armée française, dont les pensions ont été remplacées à partir de 1960 par des indemnités dérisoires.

Les « tirailleurs » sénégalais ont été de bons soldats de toutes les guerres de l'impérialisme français... même les guerres coloniales! Bonne chair à canon, même si la peau était noire! Les bourgeois ne sont pas racistes quand il s'agit de recruter des troupes, et les Sénégalais se sont fait trouer la peau plutôt deux fois qu'une, sur les champs de bataille. Ils deviennent seulement racistes quand il s'agit de paver!

#### Barbottan

Est-ce un richissime amateur d'art qui a commandité le vol des neuf tableaux impressionnistes pour pouvoir les admirer tranquillement chez lui ? Est-ce un parrain qui a mal compris un tuyau, « là-bas, il y a plein de Monet »? Est-ce un groupe de terroristes qui veut se faire connaître?

La police se perd en conjectures. Elle en est réduite à faire des « portraits-robots » des voleurs. Ils sont un peu impressionnistes, mais on pourra précisément les accrocher à la place des toiles disparues...

#### SKF a retrouvé ses billes

SKF-Cam, la filiale française du trust suédois, se porte bien. L'entreprise, qui avait déjà réalisé 25 millions de bénéfices l'année dernière, compte les doubler encore l'année prochaine, vient d'annoncer le P-DG du directoire.

Quand le trust avait fermé l'usine d'Ivry, jugée insuffisamment rentable, pour ne conserver que celles de Saint-Cyr-les-Tours et de Fontenay-le-Comte, le licenciement des travailleurs avait été présenté comme la seule solution économiquement viable. Mais économiquement viable pour les patrons.

#### **BULLETIN D'ABONNEMENT**

Je désire m'abonner aux publications suivantes(1):

LUTTE OUVRIÈRE pour une période de un an : 180 F pour une période de six mois : 95 F LUTTE DE CLASSE (mensuel politique publié par Lutte Ouvrière) pour une période de un an : 60 F

PRENOM

ADRESSE

Code postal\_

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière BP 233 75 865 Paris Cedex 18

(1): Rayer les mentions inutiles

Bataille de chiffres autour de l'immigration

# Le racisme, un virus plus dangereux que le SIDA

ERONS-NOUS encore Français dans trente ans? ». Le Figaro-Magazine a fait sa couverture avec les préjugés ramassés par Le Pen dans les caniveaux. Chirac s'inquiète aussi parce qu'il craint que Le Pen lui prenne encore des voix, et Fabius n'a pas osé se démarquer de Chirac parce qu'il craint sa concurrence.

Fabius, quand même égratigné à gauche pour son accord avec Chirac, a tenté de se raccrocher aux branches. Mais ce qui est fait est fait. Ce qui est dit est dit. Et les bredouillements de dernière heure sur la grande fraternité humaine ont souligné la bassesse plutôt qu'ils ne l'ont effacée.

Les Fabius et les Chirac ne sont sans doute pas racistes, ou pas franchement. Mais ils font comme si car ils espèrent y gagner des voix, des postes, des points de sondage.

Alors oui, le virus raciste gagne du terrain. Il effraie moins que celui du SIDA mais il est pourtant bien plus contagieux et meurtrier, à terme.

Il n'y a pas si longtemps, dans une Allemagne devenue nazie mais auparavant civilisée, il a contribué à faire des millions et des millions de victimes. Mais qu'à cela ne tienne, on a pu lire dans *Le Figaro*, magazine ou quotidien, des phrases qui rappellent des souvenirs, et pas des meilleurs.

On a pu lire que « le nombre d'étrangers noneuropéens a passé le seuil de tolérance »; qu'on ne pourrait les greffer sur le terreau national « parce que les plantes allogènes ne prennent pas, parce qu'elles finissent par étouffer la végétation existante et deviennent parasites ». Ce n'est pas signé Adolf, mais ça pourrait. On ne parle pas encore des « nonaryens », seulement des « étrangers non-européens », mais avouez que ça y ressemble.

Eh oui, les mêmes causes produisent généralement les mêmes effets. Sur le fumier de la crise économique, la chienlit commence à fleurir. A la surface du marais, les vieilles immondices remontent. Et cela, parce que la classe ouvrière ne se manifeste plus, ou trop peu. Parce que les travailleurs sont désorientés par la crise et par la politique de la gauche qui, au gouvernement, a trop bien montré de quoi elle n'était pas capable.

Alors, s'il s'agissait seulement des Debré et des Pauwels, s'il s'agissait seulement des vieilles momies de l'Occident chrétien qui pleurnichent parce que leurs femmes ne sont pas assez fécondes, on comprendrait, et on pourrait en rire. Mais la gangrène raciste ronge la classe ouvrière aussi. Parmi les travailleurs, il en est qui lui résistent mal et pui-

sent parmi des solutions qui ont l'apparence de la facilité, plutôt que de chercher du côté de la seule véritable, la lutte de classe.

Les travailleurs feraient pourtant bien d'y regarder de plus près, et de se méfier des charlatans racistes. Les mêmes bourgeois qui vantent l'«identité nationale» — c'était le titre de l'éditorial du Figaro - aiment leur nation, mais pas au point de souhaiter la nationalisation de tous leurs biens et bénéfices. Ils l'aiment, mais pas au point de ne pas spéculer sur le franc, même à sa perte. Ils sont patriotes, mais pas au point de n'avoir pas de coffres ou de comptes en banque en Suisse ou aux Etats-Unis. Pour eux, à vrai dire, les capitaux n'ont pas d'odeur, pas de couleur et ne connaissent pas les frontières. Et les mêmes qui montrent du doigt les « étrangers non européens », les mêmes voudraient faire des Kanaks, de force, puisque ce n'est pas leur gré, des citoyens français! Les bourgeois ne s'embarrassent pas de logique. Ils utilisent le racisme si ça leur sert, et quand ça leur sert. Les immigrés qu'ils dénoncent, ce ne sont pas les baron Empain, mais les travailleurs immigrés et les travailleurs tout court. Car le seul racisme qui les anime est le racisme de classe, le racisme social, le racisme des riches contre les pauvres. S'ils agitent le spectre de l'insécurité ou du chômage, qui viendraient des immigrés, c'est pour tenter de cacher l'insécurité et le chômage qu'engendre leur système économique qui ne jure que par le profit. Et faire du profit aujourd'hui, c'est vider ou fermer des entreprises, spéculer, condamner les uns au chômage, les autres à la famine.

Alors oui, les bourgeois pourraient à nouveau marcher au pas de l'oie un jour, et tenter d'y faire marcher les travailleurs, si la sauvegarde de leurs profits était à ce prix. C'est peut-être ce qu'ils commencent à nous préparer.

Alors, « serons-nous encore Français dans trente ans? ». Si les travailleurs peuvent espérer quelque chose, c'est que, dans trente ans, toutes les fadaises chauvines et racistes soient des vieilleries d'un passé révolu; c'est qu'à la Toussaint de l'an 2000, on fête la mort des frontières, des hymnes nationaux, des chiffons tricolores et de l'imbécillité nationale

Espérons que dans trente ans, tous les hommes et les femmes seront citoyens d'un monde sans frontières, sans douanes, sans rideaux de fer de toutes sortes, sans haine entre les peuples, car tous feront partie d'un seul et même peuple, l'humanité, et d'une seule et même république universelle des travailleurs, vraiment communiste et vraiment socialiste.

Seulement, pour cela, c'est le capitalisme qu'il faut détruire, car c'est sur sa pourriture que le racisme et la réaction prolifèrent.

Arlette LAGUILLER

## Les « affaires » de Mitterrand ne l'arrangent pas

A peine les remous de l'affaire Greenpeace semblaient-ils se calmer qu'une autre affaire, celle des Irlandais de Vincennes, refait surface.

Tout redémarre avec un dénommé Bernard Jegat. Ce citoyen belge aurait beaucoup fréquenté l'extrême-gauche, jusqu'à ce que, touché par la grâce socialiste, il ait volé au secours d'un Mitterrand menacé par ses protecteurs de la cellule antiterroriste élyséenne. Ce Bernard Jegat aurait dénoncé le capitaine Barril comme organisateur de l'affaire, celui qui aurait lui-même

apporté les armes et les explosifs découverts au logement des trois Irlandais et qui servirent à les inculper.

Pourquoi l'affaire rebondit-elle maintenant? Est-ce que Bernard Jegat, dont le profil, à la lecture du Monde, ressort plus de l'indicateur infiltré que de l'idéaliste militant, a choisi seul de faire reparler de l'affaire à quelques mois des élections? Il faudrait un bon détecteur de vase pour pouvoir répondre à ces questions.

Toujours est-il que, dans les eaux troubles qui entou-

rent le pouvoir et ses services secrets ou ses superpolices antiterroristes, même s'il est parfois difficile de se rendre compte d'où partent les torpilles, il n'est pas besoin d'être un fin limier pour savoir à qui elles sont destinées. Celui qui est atteint, c'est le « pouvoir socialiste ». Mitterrand et ses ministres, qui n'en finissent pas d'être mis devant des faits accomplis montrant que « le roi est nu ». Ces coups le ridiculisent en le montrant incapable de dominer l'appareil du véritable pouvoir d'Etat, celui des flics, des barbouzes et des traîneurs de sabre, qui sont sans contrôle réel ni du président de la République, ni des ministres, ni à plus forte raison des députés.

A l'occasion de ce deuxième épisode de l'affaire des Irlandais de Vincennes, la droite ne va sans doute pas manquer de reprendre un de ses chevaux de bataille, en accusant — pour le moins — la gauche d'être incapable de faire fonctionner l'Etat, si toutefois elle ne découvre pas d'ici les élections quelques accusations plus infamantes pour lui faire boire la tasse. Cela fait de toute

façon partie des traditions politiques de la « démocratie » française. A l'approche de chaque échéance électorale, il faut qu'une ration de scandales vienne précéder le verdict des urnes. Giscard en sait quelque chose.

Et on voudrait continuer à nous faire croire qu'en jouant le jeu électoral, nous pouvons changer notre sort, alors que ceux qu'on nous demande de désigner n'ont en fait de pouvoir que celui d'aller au devant des initiatives de l'appareil d'Etat, sinon de les couvrir, sous peine d'être eux-mêmes couverts de ridicule.

Louis GUILBERT

# LOGEMENT

# Abriter les capitalistes de la crise

« Pour le financement de la construction, on fait de moins en moins appel au contribuable », titrait à la « Une » Le Monde du 31 octobre, en commentaire du budget du logement qui venait d'être présenté au Parlement par le gouvernement.

Celui qui doit s'acquitter de l'impôt pourrait presque se réjouir si le même, souvent, n'avait à se loger. Car si le gouvernement sollicite moins le contribuable au titre de la construction, c'est d'abord parce que l'on construit de moins en moins.

Ainsi, en dix ans, le nombre de logements construits annuellement a pratiquement diminué de moitié. Les besoins sont toujours loin d'être satisfaits. La construction privée s'est littéralement effondrée : sur les 250 000 logements actuellement construits, elle représente moins de 10 % du total. Les capitalistes qui, dans les années soixante et soixante-dix, trouvaient très rentable « d'investir » dans la pierre et le béton, ont aujourd'hui ramassé leur mise et leurs billes, jugeant plus juteux d'autres types de placements spéculatifs. Le gros de la construction se trouve donc assuré aujourd'hui par ce que l'on appelle le « logement social », même si, dans ce domaine également, le nombre des logements construits diminue au fil des ans.

Si ce secteur bénéficie de certaines subventions

budgétaires, il est d'abord financé directement par les salariés (par le biais du 1 % patronal, qui n'est jamais qu'une forme de salaire différé) ou par les sommes déposées par les petits épargnants dans les caisses d'épargne, sommes collectées par la Caisse des Dépôts et affectées en partie à la construction HI M

Que ce financement salarial ou social soit insuffisant pour répondre aux besoins en logements de la population, c'est évident : obtenir un logement en HLM relève aujourd'hui de l'exploit. Et pour tous ceux qui n'ont pas la chance (toute relative d'ailleurs vu l'état des logements HLM) de trouver à se loger ainsi, il reste à tenter de se loger dans le secteur privé, secteur où les propriétaires profitent largement de la pénurie pour exiger des « reprises » ou dessous-detable de plus en plus exorbitants.

Et si, malgré cela, le budget de la construction est quand même en augmentation, c'est surtout parce que le gouvernement a prévu, cette année encore, de débloquer des fonds au titre des grands travaux et de « l'amélioration de l'habitat », deux domaines qui servent de prétexte à subventionner les entreprises du bâtiment, même si cela ne crée que peu de nouveaux logements.

Pierre LAFFITTE

#### H.L.M.:

## Les loyers augmentent plus que le confort

A défaut de proposer de nouveaux logements confortables et bon marché à tous ceux qui en ont besoin, le gouvernement tient à faire savoir qu'il se préoccuperait un peu plus du confort des anciens locataires, notamment dans le domaine HLM.

Ce serait en quelque sorte la « vitrine sociale » de ce gouvernement en matière de logement.

Et pour que cela se sache, on a ainsi récemment pu voir à la télévision des reportages sur des cités HLM (à Argenteuil, par exemple) et sur les travaux d'amélioration en cours dans certains immeubles HLM.

Certes, ce n'est pas du luxe. La plupart de ces ensembles ont été mal conçus, leur environnement a été peu soigné voire pas traité du tout. Les immeubles, construits à la va-vite et au moindre coût dans les soixante soixante-dix, ont mal vieilli. Il faut dire qu'ils avaient, lors de leur construction, au moins autant pour but de donner un toit à des mallogés que de faire vivre (bien, cette fois...) les entreprises chargées de les édifier. Alors, aujourd'hui, nombre de ces immeubles se trouvent dans un état lamentable.

Seulement, même si l'on affecte de s'en préoccuper maintenant, cette situation ne date pas d'hier. Les locataires de ces ensembles n'ont sans doute pas à regretter qu'on mette, ici un bac de sable et de la

pelouse en bas d'un immeuble, là que l'on installe un ascenseur, ou encore que l'on insonorise un peu mieux les appartements. Mais cette soudaine sollicitude des pouvoirs publics et sociétés HLM n'est pas gratuite.

Les augmentations de loyers HLM restent fixées administrativement à un faible niveau (aux environs de 4 % cette année), mais en cas de travaux « d'amélioration », le gouvernement a prévu des hausses bien plus fortes. Cet été, la revue du Crédit Foncier (une banque spécialisée dans le financement du logement) citait l'exemple d'un office HLM des Alpes-Maritimes qui demandait au titre des travaux, des hausses de 17 %! 80 % des locataires de cet office ayant des revenus ne dépassant pas deux fois le SMIC, une telle hausse n'allait pas passer inaperçue dans leur budget.

Alors, évidemment, comme ce sont généralement les travailleurs qui habitent en HLM et que leurs revenus augmentent peu, voire diminuent du fait du chômage, les loyers impayés ont tendance à se multiplier. Selon la revue déjà citée, 20 % des sociétés anonymes d'HLM connaîtraient de graves difficultés financières. Les hausses de loyers étant théoriquement réglementées, les travaux « d'amélioration » peuvent, dans ces conditions, apparaître comme un bon moyen de se rattraper sur les locataires solvables. Et ceci, même si les travaux

invoqués sont souvent sans commune mesure avec les augmentations de loyer. Quant au confort supplémentaire, il est souvent très relatif, les sociétés se contentant parfois, à l'incita-

tion du gouvernement, de spéculer sur le développement de l'insécurité pour ne poser que des portes renforcées ou des interphones.

P.L.

C'INSECURITÉ S'ACCROIT



#### Le filon des travaux d'amélioration

Depuis plusieurs années, le gouvernement a mis sur pied toute une série d'organismes, financiers ou publicitaires, chargés d'inciter locataires ou propriétaires à faire faire des travaux, en vue d'économies d'énergie domestique, d'alignement sur les nouvelles normes de confort ou encore de diminution des charges.

A coups de crédits spéciaux ou d'incitations fiscales, le gouvernement se soucierait donc d'améliorer le confort des logements? Voire.

En tout cas, il a été au moins aussi sensible à cet aspect du problème... qu'aux pressions insistantes et répétées des indus-

triels du bâtiment ou de la construction. En effet, comme le nombre des logements construits ne cesse de baisser depuis une dizaine d'années, il fallait bien « soutenir le bâtiment », comme dit le gouvernement, ou pour parler plus concrètement, subventionner les entrepreneurs et les industriels produisant pour le bâtiment.

Avec la crise, nous dit-on, il faudrait faire de pauvreté vertu et, faute de construction, se consacrer à l'amélioration du logement... Et nombre de constructeurs ou promoteurs se sont en effet reconvertis dans ce secteur mieux protégé grâce aux subventions publiques!

# Mieux vaut être riche et subventionné par l'Etat que pauvre et « aidé »

Le gouvernement va aider les pauvres. On nous l'a annoncé sur tous les tons; la presse et la télévision ne nous ont fait grâce d'aucun propos de Georgina Dufoix, ministre des Affaires sociales, qui présentait les quelques mesures gouvernementales: suspension des coupures de gaz et d'électricité, extension de l'allocation logement à certains chômeurs, reconduction des mesures d'aide financière aux familles et d'hébergement dans des logements sociaux. Bref, un « plan d'urgence contre la précarité et la pauvreté » reconduisant en fait les dispositions de l'hiver dernier et qui coûtera à l'Etat au maximum un milliard.

Un milliard pour essayer de colmater les poches de misère que la politique des patrons et du gouvernement crée dans la société.

Car à qui la faute si le nombre des sans-abri s'accroît et si, parmi eux, davantage n'auront cet hiver comme « domicile » que le métro ou les entrées d'immeubles ? A qui la faute si près de 100 000 familles ne peuvent payer leurs quittances d'électricité, si pour beaucoup le loyer est une dépense de luxe et les allocations familiales le budget pour nourrir la famille ?

Près de trois millions de travailleurs sont au chômage et plus d'un million d'entre eux ne touchent aucune indemnité. Ce n'est ni un hasard ni une fatalité; c'est le résultat d'une politique décidée par le patronat, appliquée par le gouvernement et payée par les travailleurs, ceux qu'on licencie, en premier lieu, et tous les autres dont les impôts servent à « soulager » les licencieurs. Et précisément, le même jour où on nous annonçait une aide d'un milliard pour les pauvres, on annonçait également 20 milliards de subvention pour la sidérurgie dont les effectifs passeront en deux ans de 80 000 (pour 157 000 il y a dix ans) à 50 000 ou 60 000.

20 milliards pour fabriquer 20 000 à 30 000 chômeurs de plus, et ce dans une seule branche d'industrie, et 1 milliard pour « améliorer » le sort des plus pauvres...

Les chiffres dénoncent d'eux-mêmes l'hypocrisie de cette politique.

Sylvie MARECHAL



Editorial des bulletins d'entreprise du 28/10/1985

## Fabius, Chirac: deux emballages pour une même politique

« Roquet », « menteur », « tricheur »: sur ce terrain-là, match nul. L'ex-Premier ministre de Giscard et le futur ex-Premier ministre de Mitterrand ont eu beau se lancer ces gentillesses à la figure, en ouvrant dimanche soir sur TF1 la campagne électorale pour mars 1986, ils se sont quand même serré la main à la fin de l'émission.

Et c'est bien normal. Ce ne sont pas des ennemis politiques. Ce sont des partenaires dans le sport politique, se partageant les rôles, à tour de rôle, à la tête du gouvernement. On appelle ça l'alternance.

Si l'un a joué les roquets et l'autre les Saint-Bernard, bien malins ceux qui dimanche soir, auront trouvé la véritable différence politique. Oh, le prétendu socialiste Fabius a bien fait des reproches au RPR Chirac. Mais c'était au nom de De Gaulle... et de Raymond Barre! Plus ça va, plus la gauche au gouvernement veut convaincre la bourgeoisie et l'électorat de droite qu'elle est aussi à droite que la droite. On va finir, en effet, par confondre.

Avant 1981, les socialistes parlaient encore un langage de gauche aux travailleurs, pour mieux les chloroformer. Depuis, cela fait un bon bout de temps qu'ils ont abandonné jusqu'à leur style de gauche, pour adopter avec Fabius la morgue des politiciens de droite. Oui, ils sont bien interchangeables, et fin prêts à la cohabitation.

Car la crise économique gérée par ces gens-là, qu'ils soient de droite ou de gauche, c'est vider les usines pour remplir les coffres-forts des patrons.

Alors, dimanche soir, Fabius et Chirac ont bien parlé des licenciements. Mais uniquement pour parler des autorisations de licenciements. Là-dessus, ils ne sont pas tout à fait d'accord : les socialistes sont pour l'autorisation préalable, mais ils les accordent quasiment toutes aux patrons, ces autorisations! Chirac, lui, est pour supprimer l'autorisation préalable. L'un dit « Oui » aux patrons, et l'autre leur dit: « Faites, faites vite, et qu'on n'en parle plus! ». Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est le chômage pour les travailleurs, et des profits supplémentaires pour les bourgeois.

Sur les nationalisations, ils n'étaient pas non plus tout à fait d'accord: Chirac veut dénationaliser, c'est-à-dire brader les entreprises nationalisées aux actionnaires privés, pour dix milliards paraît-il. Les mêmes entreprises, les socialistes les avaient rachetées 40 milliards aux mêmes actionnaires privés en 1981! La gauche enrichit les capitalistes en leur rachetant les Thomson, Rhône-Poulenc... deux ou trois fois leur prix. La droite enrichit une deuxième fois les mêmes, en leur revendant les mêmes entreprises, mais 4 ou 5 fois moins cher qu'elles leur avaient été achetées! Vive l'alternance de la gauche et la droite au gouvernement, doivent se dire monsieur Dassault et le baron Empain, eux qui doublent ou triplent leur fortune à chaque fois...

Mais le clou de la soirée, ça a été la réconciliation de la fin sur le dos des travailleurs immigrés. Il faut « être ferme », « expulser les clandestins »,

# Chômage assuré: indemnités en baisse, cotisations en hausse

L'accord sur la nouvelle convention de l'assurancechômage, signé le 29 octobre entre le patronat et les centrales syndicales, a été présenté par les protagonistes - il faudrait dire les complices comme un succès. « Cet accord péniblement et chèrement acquis est une victoire de l'esprit de solidarité », c'est « un compromis équilibré », « un acte de foi dans la politique contractuelle », il « marque la volonté des syndicats de renforcer la solidarité entre salariés et chômeurs » ont déclaré respectivement Chotard pour le CNPF, et les représentants de la CFTC, de FO et de la CFDT. Seule la CGT n'a pas fait chorus et a dénoncé « ce nouveau recul social ».

L'accord prévoit une baisse des prestations. L'allocation de base passera le 1er avril prochain de 42 % du salaire de base à 40 %. Les chômeurs seront indemnisés deux mois de plus par l'assurance chômage (et trois mois de plus s'ils ont plus de cinquante ans). Mais ceci ne compense pas cela, puisque l'ensemble des deux mesures se traduira par une économie de 1,6 milliard de francs d'íci à la fin 1987.

Une hausse des cotisations de 0,38 % est décidée dès le 1er novembre, la moitié étant payée par les patrons et la moitié par les salariés, qui paieront environ 18 F de plus par mois.

Pour compléter le tout, l'Etat s'est engagé à augmenter les prêts consentis à la caisse de l'UNEDIC. Moyennant quoi les comptes devraient être équilibrés pour deux ans avec, fin 1987, 400 000 chômeurs de plus.

Voilà ce que les syndicats signataires appellent un bon accord, un accord équitable. Les patrons vont pouvoir continuer à licencier et réaliser ainsi des économies bien supérieures à leur surcroît de cotisations. Les chômeurs, l'ensemble des travailleurs et l'Etat paieront l'essentiel.

Depuis 1970 le nombre de demandeurs d'emploi a été multiplié par huit. Il atteint aujourd'hui officiellement 2 400 000 personnes. Mais le nombre de chômeurs réels est plus élevé: environ trois millions. Beaucoup de chômeurs ne sont plus inscrits comme tels, car ils n'ont droit de toute façon à aucune indemnisation. Il y a d'ailleurs, sur les seuls 2 400 000 demandeurs d'emploi recensés officiellement, plus d'un million de chômeurs qui ne reçoivent rien: 1 124 000. Et ce nombre va et ira croissant. Actuellement la durée d'indemnisation est variable; de six mois à 60 mois dans quelques cas, pour les plus de 55 ans qui ont cotisé plus de vingt ans. Les chômeurs en fin de droits perdent aussi, après un certain laps de temps (en général un an), leur couverture sociale (le remboursement des frais médicaux et même les actes médicaux gratuits dans les hôpitaux et dispensaires). Il leur faut alors demander l'aide médicale gra-

Le nombre des pauvres augmente. Mais il y à des syndicats pour se dire satisfaits.

Pierre VERNANT

#### « renforcer les contrôles d'identité », a dit Chirac... En un mot, se débarrasser de tous ces travailleurs qui ont fait la (grande) fortune des cimentiers, comme celui dont a hérité Le Pen! Et qu'est-ce qu'il a répondu, Fabius, à cette déma-

gogie de Chirac? « Je suis d'accord là-dessus, monsieur Chirac ».

Ah, les tartufes, les hypocrites! L'un veut récupérer les voix de tous les Dupont-Lajoie et les Ducon-la-France tentés

par Le Pen. L'autre s'aplatit

devant le même électorat de

droite et achève de déshonorer la gauche!

La gauche comme la droite ne savent prendre qu'aux pauvres, et l'extrême-droite, elle, aux plus pauvres.

Travailleurs, ne faisons plus confiance au bulletin de vote. Osons prendre directement aux riches! Car les élections, ça donne des places et des planques à quelques-uns, mais pas plus d'emplois pour les chômeurs.

# Droit d'expression des salariés : c'est du flou, on peut l'étendre

C'était provisoire, ça devient définitif: la loi Auroux sur le droit d'expression des salariés, qui avait été adoptée à titre expérimental pour trois ans en août 1982, a été reconduite par le dernier Conseil des ministres.

C'est que l'expérience a été concluante: tout le monde a joué le jeu. Les patrons ont organisé leurs réunions. Les syndicats en ont dit du bien. Les salariés ont vite vu qu'ils n'avaient rien à y dire et ont déserté les réunions suivantes, puisque les seules choses qui les préoccupent (salaire, licenciement, réductions d'horaires...) n'avaient pas le

droit d'être mises à l'ordre du jour. Bref, inodore, incolore et sans saveur, la loi Auroux a atteint son but : faire semblant.

Devant une telle réussite, le gouvernement a donc décidé d'aller plus loin : désormais ce ne sont plus seulement les entreprises de plus de 200 salariés, mais toutes celles de plus de 50 qui devront organiser des réunions d'expression des salariés. Et les salariés auront le droit non seulement d'y causer de l'organisation du travail, mais aussi de la qualité de la production. On pouvait discuter de comment travailler plus, on pourra aussi parler de comment travailler mieux. Quel délice!

Les cadres étaient les laissés-pour-compte de ces réunions? Ils ne pouvaient pas s'y exprimer puisque, représentant la direction, ils ne pouvaient qu'y donner des ordres? Ils auront désormais, à côté des réunions de services où ils jouent les chefs, leurs propres réunions de cadres où ils pourront jouer les subalternes.

« Cause toujours, tu m'intéresses » titre à juste raison L'Humanité du 31 octobre, résumant ainsi le fond des lois Auroux. Le journal du Parti Communiste oublie seulement de dire qu'en 1982 il soulignait la « grande avancée » sociale que représentaient les « nouveaux droits » des salariés.

# Fabius, Chirac: égalité... pour licencier

Chirac, prétendu défenseur de la libre entreprise, a réclamé la suppression de l'autorisation administrative préalable aux licenciements à chaque fois que l'entreprise n'est pas aidée par l'Etat. Fabius, lui, tient à conserver cette mesure qui date de 1975 quand... Chirac était Premier ministre!

En réalité 98 % des autorisations demandées sont données dans un délai de sept à quinze jours. Et, comme le fait remarquer le journal patronal Les Echos, « si l'on y regarde de près, pratiquement toutes les entreprises qui « dégraissent » de façon importante sont concernées » par ces aides de l'Etat. Autrement dit, Chirac ne demande rien de plus que ce que Fabius autorise sans vouloir le dire.

## Houphouët-Boigny a 80 ans et toutes ses voix

Houphouët-Boigny vient d'être réélu président de la République de Côte-d'Ivoire. Il a obtenu 100 % des suffrages. Pas un seul opposant, du moins pas un seul dont on ait trouvé le bulletin dans l'urne. Il améliore son score: il y a cinq ans. Houphouët n'avait obtenu que 99,99 % des voix. Il a donc convaincu les derniers hésitants. Une ombre au tableau: la participation électorale. Elle n'a été que de 99,98 %. Seuls les malades à l'articte de la mort, semble-t-il, ne sont pas allés voter. Mais là aussi c'est mieux qu'il y a cinq ans, où il y avait eu seulement 82,27 % de votants.

Certes, Houphouët était seul candidat, mais tout de même, ce score, il faut le faire!

En outre, Houphouët a réglé à sa manière le problème de sa succession en ne créant pas le poste de vice-président, alors que, constitutionnellement, il aurait dû le faire. « Un vieux de 80 ans ne se fatigue

pas », a-t-il déclaré. Et aussi: « Le chef ne doit pas connaître son successeur. Aux notables de se réunir après sa mort pour désigner le plus méritant parmi ses descendants ». En toute démocratie bien entendu... Et pour bien montrer qu'il était encore vigoureux, il a tenu bon durant de longues séances de jour et de nuit lors du récent congrès de son parti, et il a même fait une conférence de presse de cinq heures et demie. Le pouvoir dictatorial, ça con-

Car il y a maintenant vingt-cinq ans qu'Houphouët est au pouvoir. Depuis l'indépendance de la Côte-d'Ivoire. Avant, du temps de la colonisation, il a même été « de gauche ». Un peu de la même gauche que Mitterrand.

Issu d'une lignée de chefs coutumiers propriétaires terriens, instruit à l'école occidentale, Houphouët-Boigny fut porté à la tête du syndicat des planteurs ivoiriens dès la fin de la



Deuxième Guerre mondiale. Elu député, en 1945, à l'Assemblée constituante, quand la Côte-d'Ivoire était encore colonie française, son intervention pour l'abolition du travail forcé des paysans, votée le 11 avril 1946, lui donna un prestige qui dépassa le cadre des paysans ivoiriens. En octobre 1946, il accédait à la présidence du Rassemblement Démocratique Africain (RDA), parti qui venait d'être créé pour unifier les luttes

dans les différents pays sous domination française. Au début, les députés du RDA au Parlement français furent apparentés au groupe communiste. Et le PCF apporta son soutien à la création du Parti Démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI) fondé pour Houphouët-Boigny.

Les années 1949-1950 furent marquées par une répression accrue des colonialistes français, en réponse à la mobilisation des populations africaines. Le quotidien du PDCI fut interdit, la tête d'Houphouët-Boigny mise à prix. Devant la mobilisation paysanne, le pouvoir colonial n'osa pas mener une répression sanglante comme à Madagascar. Mais la crainte d'une mobilisation radicale de la paysannerie n'inquiéta pas que les autorités françaises. Les nationalistes ivoiriens, issus pour la plupart de la paysannerie riche, ne voulaient pas d'une épreuve de force. Et la lutte anticolonialiste

Houphouët-Boigny se transforma en collaboration avec l'administration coloniale. En octobre 1950, il prit ses distances vis-à-vis du PCF et son groupe parlementaire s'apparenta alors à l'UDSR de François Mitterrand. En 1956, il devint membre du gouvernement Guy Mollet comme ministre délégué. Houphouët-Boigny resta ministre sous De Gaulle, jusqu'à l'indépendance de son pays en août 1960.

Depuis lors, Houphouët est devenu l'un des nombreux dictateurs de l'Afrique, un dictateur qui affiche des dehors paternalistes. Un dictateur dont la stabilité du régime a favorisé l'enrichissement des privilégiés locaux et le maintien des « intérêts » français qui sont très importants en Côte-d'Ivoire.

Quand le vieux despote mourra, nous ne savons pas si on le pleurera à Abidjan et dans les campagnes ivoiriennes, mais on le regrettera dans bien des conseils d'administration parisiens.

#### TUNISIE

Le gouvernement s'en prend aux syndicalistes,

il aura plus de mal avec la population

La répression antisyndicale se fait plus violente en Tunisie où l'UGTT, syndicat unique et officiel, accuse les « milices » du parti gouvernemental Néo-Destour de saccager ses locaux. Fait que confirme d'ailleurs une délégation de la CGT présente dans les locaux de l'UGTT de Sousse au moment où les nervis destouriens sont passés à l'attaque sous l'œil complaisant des policiers du commissariat voisin.

En juillet dernier, le gouvernement avait « suspendu » pour six mois le quotidien de l'UGTT, et une coopérative d'assurances appartenant au syndicat vient de se voir retirer l'agrément des autorités. Dans la foulée, les détachements de fonctionnaires pour des tâches syndicales sont supprimés, comme est supprimée la retenue sur salaire des cotisations syndicales.

Ayant dû reculer, en janvier 1984, devant les émeutes qui avaient suivi sa décision d'augmenter le prix du pain, le gouvernement tunisien n'a pas renoncé pour autant à s'en prendre au niveau de vie de la

Pour cela, il voudrait avoir l'appui de l'UGTT. L'appareil de celle-ci a beau être lié à celui du parti au pouvoir, il n'en est pas moins un appareil distinct. jouant à l'occasion sa propre carte politique, et n'étant visivant de relais à la politique d'austérité très impopulaire du gouvernement.

C'est donc une épreuve de force entre le gouvernement et l'UGTT. Par-delà les syndicalistes, cependant, toute la classe ouvrière, tous les pauvres tunisiens sont visés par le gouver-

Dans sa lutte contre l'UGTT, le gouvernement a toutes les facilités que donne le pouvoir, c'est-à-dire le recours aux forces de répression et aux nervis destouriens. Face à la population, il risque davantage, par contre. Celle-ci a prouvé, en janvier 1984, qu'elle n'avait pas besoin de l'UGTT pour conreculer.



Une voiture renversée et brûlée dans les rues de Tunis pendant les émeutes de

**Petits cadeaux** 

#### blement pas prêt, en ce traindre le gouvernement à moment, à se saborder en serbrigands internationaux La compagne d'Andreï Sakharov, Elena Bonner, pourra-t-

elle aller se faire soigner aux Etats-Unis comme en court le bruit? Et les Juifs soviétiques qui souhaitent émigrer le

Ce qui est certain, c'est que Gorbatchev, lui, a obtenu un visa de sortie pour sa visite à Reagan. Le rendez-vous a été fixé : ce sera à Genève pour le courant du mois de novembre. Et il prépare probablement sa rencontre. Il ne peut pas arriver sans biscuits!

Dans le bouquet de bienvenue de Gorbatchev, il y avait déjà deux dissidents autorisés à sortir ces jours derniers. Il y ajoutera peut-être Elena Bonner et quelques « refuzniks » (Juifs à qui la possibilité d'émigrer est refusée).

De quoi sera composé celui de Reagan? De quelques livraisons supplémentaires de blé à l'Union Soviétique? D'un petit mot, commenté par toute la presse internationale, mais qui n'engage rien, sur les Noirs d'Afrique du Sud ou les droits de l'Homme en Amérique latine?

On n'a que l'embarras du choix, tant est vaste la panoplie des gestes hypocrites, des promesses sans lendemain dont usent ceux qu'on appelle les Grands. C'est leur façon à eux de se reconnaître comme pairs en brigandage et experts en l'art de mépriser ceux qu'ils oppriment.

Pierre LAFFITTE

#### ALGERIE

## 3 ans de prison pour le chanteur Aït Menguellet

Le chanteur kabyle Lounis Aït Menguellet vient d'être condamné, le 29 octobre, par le tribunal d'Alger à trois ans de prison ferme sous prétexte de « détention illégale d'armes de querre ». En fait ces armes (des fusils de chasse et des pistolets, d'après ses avocats) étaient pendues en décoration aux murs du salon du chanteur, au vu et au su de tout le monde. Et la véritable raison de l'arrestation d'Aït Menguellet et de sa condamnation est de toute évidence liée au fait qu'il venait de ' dédier l'une de ses dernières

chansons à un autre chanteur kabyle, Serhat Mehenni, membre de la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme, incarcéré depuis le 17 juillet.

Une semaine plus tôt, les 19 et 20 octobre des manifestations de lycéens et d'étudiants avaient eu lieu à Tizi-Ouzou en Kabylie pour exiger la libération de membres de la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme, du Mouvement Culturel Berbère et des Fils de Chouhadas (orphelins de guerre de la guerre d'indépendance de l'Algérie), emprisonnés depuis le début du mois.

Comme toute dictature, le régime algérien ne peut tolérer la moindre opposition, et pas plus tolérer bien sûr ceux qui dénoncent la répression qui sévit dans le pays. Il ne peut même pas accepter que s'expriment les différences régionales et culturelles, de peur qu'une liberté, même minime, concédée sur ce terrain ne permette l'expression du mécontentement social de la population.

# Reagan lâcherait bien le vieux Marcos s'il en trouvait un neuf

Le 26 octobre dernier, Marcos, le dictateur philippin, a ordonné le déploiement de troupes supplémentaires pour lutter contre la quérilla.

C'était sa réponse aux sollicitations du gouvernement américain, qui lui reproche de ne plus contrôler la situation et de laisser la guérilla communiste gagner du terrain dans le pays.

En effet d'après la presse, en 1985 comme en 1984, les effectifs de la NPA (Nouvelle armée du peuple, organisée par le Parti Communiste Philippin clandestin) auraient augmenté de 20 % à 25 %.

Face à cela, le gouver-

nement philippin répondu par l'envoi de militaires, de gendarmes et de miliciens recrutés pour la circonstance. Mais ces miliciens, qui pillent, brutalisent et assassinent les villageois, n'ont réussi qu'à rallier des sympathies et des hommes aux forces de la guérilla. De nouveaux fronts se sont ouverts, comme dans l'île de Negros où 300 000 travailleurs de la canne sont au chômage et où la répression d'une manifestation a fait 27 morts, le 13 septembre dernier. Par ailleurs la semaine dernière, lors d'une manifestation regroupant 3 000 personnes à Manille contre la vie chère, deux manifestants, des étudiants, ont été tués

Apparemment le nombre de ceux qui sont prêts à lutter, y compris les armes à la main, contre ce régime haï ne cesse de

et vingt autres blessés.

La situation est en effet catastrophique. Comme tous les pays pauvres, les Philippines sont terriblement endettées et, sous la pression du FMI, le gouvernement a imposé une austérité draconienne à toute la population. Les Philippines sont un de ces pays d'Asie où les trusts occidentaux tirent d'énormes surprofits d'une maind'œuvre locale exploitée comme au XIXème siècle. Les horaires de travail sont très lourds: 10 à 15 heures par jour, selon le bulletin du « Groupe Philippines Information ». Les salaires sont très bas : 40 pesos en moyenne par jour, pour un ouvrier d'industrie (le riz coûte 8 pesos), et beaucoup moins pour un ouvrier agricole. Toujours selon « Philippines Information », un coupeur de canne qui survivait avec 25 pesos par

jour en 1984 doit vivre

aujourd'hui avec 10 à 15

nombreux (20 % de la population active) et combatifs, entrent aussi en lutte contre l'austérité.

Toute cette population pauvre est une menace pour la classe dirigeante locale, pour les banquiers et le gouvernement américains qui ont dans ce pays de gros intérêts financiers (3 milliards de dollars d'investissements privés) et de gros intérêts stratégiques: deux des bases américaines les plus importantes, dont le port d'attache de la 7ème flotte, se trouvent en effet aux Philippines. D'où les cris d'alarme de l'administration Reagan, qui s'appuie sur un rapport de la CIA estimant que dans trois ans la guérilla sera à égalité avec l'armée régulière.

Le dictateur Marcos, depuis quelques années déjà, est en mauvaise posture. Et la situation s'aggrave au point que le Congrès américain a décidé de réduire ses crédits militaires aux Philippines pour 1986 de 100 à 70 millions de dollars. Ce n'est pas encore un lâchage, mais ça pourrait le devenir.

Les dirigeants de l'impérialisme américain sont embarrassés. Mar-

devient « modèle », d'autant plus encombrant qu'il est inefficace et que sa dictature s'use. Les Etats-Unis se trouvent aujourd'hui, face à la crise aux Philippines, dans la situation où ils se sont trouvés naguère avec leur ami le chah d'Iran ou leur ami le dictateur nicaraguayen Somoza. Ça sent la fin de règne... mais la grande démocratie américaine n'a pas d'autre choix, pour sauvegarder ses intérêts, que de s'accrocher à cette branche archi-pourrie. Il n'y a pas pour le moment de solution de rechange. Le leader libéral, Benigno Aquino, que son exil aux Etats-Unis avait transformé en opposant officiel - et éventuellement successeur - de Marcos, a été assassiné le 21 août 1983 à Manille. Un assassinat qui a valu une inculpation au chef d'étatmajor, le général Ver, cousin et ami de Marcos...

Marcos est donc toujours en place. La grande presse le présente comme « l'homme malade » du Sud-Est asiatique. Malade, à tous points de vue, Marcos l'est, de toute évidence. Mais ce qui l'est bien plus encore, c'est le système qui le maintient au pouvoir... pour combien de temps?

Sylvie MARECHAL



Le bulletin du « Groupe Philippines Information » raconte une grève qui s'est déroulée cet été dans une usine d'électronique, la Stanford Company, fournisseur de multinationales, dont la Thomson-CSF.

Un exemple de la combativité de la classe ouvrière philippine, malgré la répression que fait régner le régime de Marcos. (On compte, depuis le début de l'année, 35 morts dans les piquets de grève).

La Stanford Micro System Incorporated est installée à Pasig, banlieue populaire à 15 km de Manille. Fondée en 1972 par un homme d'affaires philippin, la firme s'est spécialisée dans la production de circuits intégrés. En 1984, elle produisait 12 millions de puces par semaine, soit une entrée de devises estimée à 1,2 million de dollars dans le même temps. Toute la production est exportée vers les Etats-Unis et l'Europe. En France, son partenaire est Thomson-CSF.

En mars 1985, en raison d'une crise de débouchés, la firme diminue sa production de moitié: sur ses 7000 ouvriers, elle décide de réduire de 30 % les effectifs et d'imposer aux travailleurs restants une semaine de 3

Pour la plupart, les ouvriers sont payés à la journée: 80 pesos (1 peso = 1/2 F), soit n salaire moyen de pesos par mois. Ils habitent quasiment tous dans les alentours de l'usine, où des inondations fréquentes, les rues défoncées, les amoncellements de détritus témoignent de la négligence des pouvoirs publics. Les familles d'ouvriers louent des appartements d'une ou deux pièces 500 à 1000 pesos par mois. La cherté de la vie (le prix du riz est d'environ 8 pesos) rend leur situation intenable. La politique de dégraissage de la Stanford les accule à la misère.

Les travailleurs décident une grève illimitée le 13 juin, en refusant tout licenciement et en exigeant le retour à la semaine de six jours. Ils sont organisés au sein de syndicats: le SMILU (Stanford Micro-System Incorporated

Labor Union) qui regroupe 6 000 ouvriers et la STOSFA (Stanford Technical and Office Staff Employees Association) qui comprend 500 employés. Ces deux syndicats sont affiliés à la FFW (Federation of Free Workers).

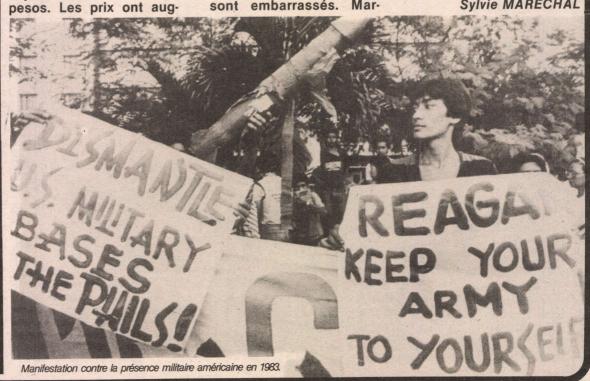
Pendant la première quinzaine de grève, la direction refuse toute négociation. Dans la nuit du 30 juin, vers quatre heures du matin, les piquets de grève aux deux portes de l'usine sont violemment agressés par la police et la milice de l'usine qui font usage d'armes à feu chargées de balles de plastique et ont recours aux lances à incendie remplies d'un mélange chimique irritant la peau. Une femme et un homme sont grièvement blessés par balle, une autre femme a la mâchoire fracassée.

Devant la gravité des événements, le ministère du Travail impose une négociation marathon. Un compromis s'établit entre la direction et le syndicat FFW : les licenciements sont maintenus contre une prime de départ de deux mille pesos. Pour les autres. on espère une amélioration de la conjoncture dans les deux ans, qui permettra de revenir progressivement à la semaine de 6 jours. Le ministère du Travail avalise la négociation et intime l'ordre à la police et à l'armée d'en faire respecter les termes... la FFW appelle au retour au tra-

Les ouvriers, scandalisés par les termes de l'accord. décident de continuer la lutte. 500 employés reprennent le travail, tandis que les grévistes continuent le piquet de grève, organisent des conférences de presse et un large mouvement de solidarité, pour faire face aux violences répétées de la milice, de la police et de l'armée, aux faux rapports de presse divulgués par le ministère, qui assure que le conflit est terminé.

Désormais la STOSFA, qui a le leadership de la grève, radicalise le mouvement. En juillet et en août, on ne compte pas moins de deux affrontements par semaine entre la police et les grévistes, qui perdent puis réoccupent l'usine. La STOSFA fait maintenant directement appel au soutien juridique du KMU (Mouvement du 1er Mai), syndicat indépendant, qui a une image plus progressiste auprès des travailleurs.





# Le syndicalisme es

# Les syndicats victimes de la crise

Quelle que soit la centrale concernée, le syndicalisme accuse une baisse ces dernières années. Et le même phénomène se retrouve partout. Le nombre d'adhérents diminue, les directions semblent avoir de plus en plus de mal à mobiliser des troupes nombreuses et leur influence sur l'ensemble des travailleurs semble réduite. Il est vrai qu'en France le taux de syndicalisation n'a jamais été très élevé et que les centrales n'ont jamais regroupé qu'une minorité de travailleurs. Mais même cette minorité décroit.

Alors, serait-ce que les syndicats offrent des mots d'ordre et des formes d'organisation inadaptés à notre époque? La lutte de classe serait-elle dépassée, comme l'affirment doctement nombre de commentateurs — et de prétendus syndicalistes eux-mêmes?

En fait, cette baisse du syndicalisme n'est pas nouvelle, même si elle s'est accentuée ces dernières années avec la crise et la politique de la gauche au gouvernement. Car en appuyant les mesures antiouvrières prises par les socialistes - et les communistes quand ils participaient au gouvernement les syndicats ont contribué à la démoralisation des travailleurs et à en dégoûter bon nombre de l'organisation syndicale.

Mais le déclin syndical avait débuté bien avant, car il est beaucoup plus lié à la crise économique qu'à la participation gouvernementale.

Il y a bien longtemps que les syndicats ont cessé d'être des organismes représentant les travailleurs

en lutte, pour ne devenir que des appareils bureaucratiques tirant leur force et leur place dans la société du bon vouloir de la bourgeoisie qui se sert d'eux comme intermédiaire, « tampons » entre le patronat et la classe ouvrière. Pendant la période de prospérité, ce n'est pas tant leurs luttes que la situation du plein emploi, du manque de main-d'œuvre, qui a permis aux travailleurs de marchander plus cher leur force de travail et d'améliorer ainsi leurs conditions d'existence. Tant que la bourgeoisie en France s'enrichissait avec l'industrie, jusqu'au début des années 1970, c'est elle en somme qui faisait vivre les syndicats, plus que les adhérents! Elle leur donnait des avantages, des postes, des heures, en même temps qu'elle distribuait des miettes aux travailleurs, créant ainsi l'illusion parmi eux que les syndicats les défendaient. Ainsi, depuis la guerre, les nouveaux droits « arrachés » au patronat ont plus été des avantages pour les appareils syndicaux que pour la classe ouvrière qu'il s'agisse des Comités d'établissement, des heures de délégation, de la nomination des délégués syndicaux après 1968.

Mais avec la crise, les miettes que la bourgeoisie cédait jusque-là au cours de négociations avec les appareils syndicaux sont devenues plus rares, et peu à peu elle est revenue sur des acquis qu'avaient obtenus les travailleurs. Et les syndicats, ne voulant surtout pas, eux non plus, de la lutte des classes, ont laissé faire. Ils n'ont pas appelé

les travailleurs à lutter et ne se sont pas battus quand l'intérim s'est implanté, quand les emplois temporaires, précaires, se sont multipliés, par exemple; et cela, c'était bien avant que la gauche arrive au pouvoir. Les travailleurs perdaient des avantages, mais les appareils n'ont pas alors réagi, se croyant protégés de par leur position d'intermédiaire, « d'avocats » de la classe ouvrière. Et maintenant que la bourgeoisie resserre la vis, qu'elle est réticente à redistribuer une partie de son profit pour une paix sociale qu'elle a de moins en moins besoin d'acheter, ils peuvent se lamenter sur le fait qu'ils sont exclus de la partie.

Il est vrai que les milieux les plus responsables de la bourgeoisie ne semblent pas encore prêts à se passer des syndicats. Seuls les plus bornés des patrons réclament leur disparition. Les autres, bien que tentés aussi de se débarrasser de ces appareils à la faveur de la crise, souhaitent qu'ils continuent à entretenir l'illusion parmi les travailleurs qu'ils sont leurs représentants et leurs défenseurs et souhaitent surtout ne pas avoir affaire directement à eux, s'ils faisaient spontanément irruption sur la scène. Seulement, même cette fraction de la bourgeoisie n'est plus prête à payer pour les remettre en selle auprès de la classe ouvrière, en accordant « à froid » des concessions, aussi minimes soient-elles, comme elle le faisait auparavant. Et Bergeron a beau pleurer auprès des patrons qu'ils ont « tout à redouter » si les syndicats disparaissent, cela ne change rien.

Marianne LAMIRAL



# A la CFDT : « Têtes à droite ! »

Ainsi, pour Maire, qui a fait une conférence de presse le 28 octobre à l'occasion des travaux du Conseil national de la CFDT, « la grève est impopulaire parce qu'elle met en difficulté les entreprises et donc l'emploi », et « la vieille mythologie selon laquelle l'action syndicale c'est la grève, cette mythologie a vécu. Le syndicalisme doit l'abandonner ».

Edmond Maire rejette ouvertement aujourd'hui la nécessité de la lutte de classe et, pour lui, « l'obligation de négocier ». « La reconnaissance du rôle économique des comités d'entreprises » et « l'expression individuelle des salariés » sont « des moyens efficaces qui permettent le plus souvent de faire l'économie d'une grève ».



Il faudrait ajouter que ce qui relève le plus de la mythologie, c'est de penser que pour l'organisation d'Edmond Maire la grève ait pu être « l'arme des travailleurs » à un moment quelconque de son existence.

Toute l'histoire de la CFDT et de son ancêtre la CFTC - dont l'étiquette a été déconfessionnalisée en 1964, quand Maire et son équipe en eurent la majorité - montre que ce syndicat s'est construit justement pour prendre le contrepied de la lutte de classe et pour faire pièce à la CGT. L'après-Mai 68, avec les allures gauchistes sous lesquelles l'organisation de Maire acceptait de paraître, n'a jamais été qu'un avatar sur une courte période de son histoire, qui n'a pas changé la véritable nature de ce syndicat.

La CFTC, formée en 1919, s'affirmait dès le début contre le « marxisme », « l'irreligion » et « l'antipatriotisme ». Son but était « la paix sociale nécessaire à la prospérité de la patrie » et « non la lutte des classes, mais l'éducation et la collaboration des éléments producteurs ».

Et Maire, en 1977 encore. dans un ouvrage intitulé La CFDT aujourd'hui, après avoir remarqué que le syndicalisme chrétien n'avait pas commis l'erreur de nier la lutte de classe, constate qu'après 1964 « la CFTC affirmera de façon encore plus ambiguë qu'elle n'entend pas systématiquement développer la lutte de classe; en 1970 enfin, elle fera de cette dernière une dimension fondamentale de son syndicalisme. Beaucoup de chemin parcouru certes, mais de rupture à proprement parler, non ».

Pourtant cela n'empêche pas aujourd'hui le leader de l'actuelle CFDT de nous présenter ses idées comme celles du nouveau syndicalisme, en opposition à l'ancien.

Si changement il y a à la CFDT, il ne se situe pas là où Maire voudrait nous le faire croire, pas dans sa doctrine. Le changement est politique, il est fonction du probable retour du balancier électoral qui donne la droite pour gagnante éventuelle des prochaines consultations. Autant la CFDT avait misé sur l'Union de la Gauche à l'époque où elle espérait qu'une fois celle-ci au gouvernement, elle pourrait être son interlocuteur privilégié - avec ce que cela comporte comme avantages ou sinécures pour son appareil aujourd'hui elle se prépare à collaborer avec le futur gouvernement dont l'étiquette de droite ne saurait la gêner outre mesure.

Là non plus, rien de bien nouveau. La CFDT et son ancêtre la CFTC nous ont déjà habitués à ces oscillations politiques. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la CFTC était étroitement liée au grand parti de droite le MRP (Mouvement Républicain Populaire, dont l'idéologie politique correspond aujourd'hui à celle d'un Lecanuet), à qui elle avait fourni nombre de ses parlementaires. Puis la CFTC appuya en 1954 Mendès-France et accorda ensuite, fin 1955, son soutien au « Front Républicain », formé des socialistes et des radicaux qui donnèrent la majorité du gouvernement Guy Mollet.

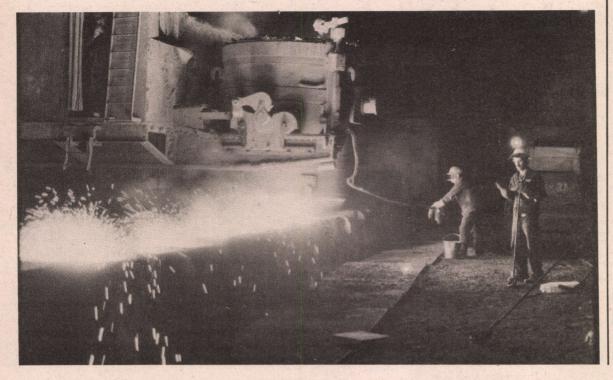
Après mai 1958 et la venue de De Gaulle, elle tenta un temps de collaborer avec lui. Mais, ses espoirs ayant été déçus, en 1965, après avoir parrainé une tentative de candidature Defferre, elle appela à voter soit Mitterrand, soit Lecanuet. Quand survint Mai 68, elle appuya le mouvement des étudiants, à l'opposé de la CGT et du PCF. Ce qui n'empêcha pas Descamps, son secrétaire général, de signer, comme Séguy pour la CGT et Bergeron pour FO, les accords de Grenelle bradant la grève générale. Mais ses sympathies affichées pour le mouvement estudiantin, lui confèrent pour toutes une période une aura de syndicat plus à gauche que la CGT, du moins pour ceux qui n'en restaient qu'à certaines apparences.

Car la CFDT, comme les autres appareils syndicaux, n'a jamais cessé de jouer le rôle d'amortisseur de la lutte des classes — du moins de vouloir le jouer — rôle pour lequel elle attendait, en échange, la reconnaissance de la part de la bourgeoisie, sous forme de moyens d'existence permettant à son appareil de croître et de prospérer.

La CFDT ne refuse pas de faire de la politique — comme sa direction voudrait nous le laisser croire — mais ses choix ne sont pas limités aux mêmes impératifs que ceux de la CGT et sa démarche, depuis son origine, ne lui interdit pas d'apparaître comme un syndicat de droite. Là est toute la différence.

Louis GUILBERT

# peut-être moribond...-



# A quoi sert la concertation ?

Alors que les patrons s'amusent à envoyer sur les roses les représentants syndicaux dans les réunions paritaires et ne les félicitent que lorsqu'ils acceptent de signer des accords honteux, on peut se demander quelle mouche a pu piquer Edmond Maire pour qu'il déclare que la concertation, y'a que ça de vrai.

La réponse est simple. Si la concertation ne donne strictement rien aux travailleurs, elle donne en revanche des bricoles aux dirigeants syndicaux : des postes pour leurs appareils.

Chérèque, ex-numéro 2 de la CFDT, est aujourd'hui préfet. Avec un cabinet, donc des postes à pourvoir.

Roland, une autre exsommité de la CFDT, est aujourd'hui à la tête de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie.

Bien d'autres responsables syndicaux ont ainsi des postes dans l'appareil d'Etat, à commencer par ceux qui siègent au Conseil économique et social — et ils sont 69 à être désignés par les syndicats « représentatifs » — organisme purement consultatif, mais qui a le mérite d'exister et de caser des membres de l'appareil, tout comme les 26 Comités économiques et sociaux régionaux.

Alors, à un moment où les rentrées de cotisation se font plus rares, avec les risques que cela implique pour un certain nombre de permanents, on comprend que Maire tienne à se prémunir en s'affichant comme un concertationniste enragé.

# ... mais la classe ouvrière n'est pas morte

## Vers la fin des OS ?

Après la journée du 24 octobre et la faible participation des travailleurs à la grève lancée par la CGT, on a pu voir toute la presse et les hommes politiques s'interroger sur l'avenir du syndicalisme. Les syndicats seraient en perte de vitesse parce qu'incapables de s'adapter « aux nouveaux processus industriels » et d'être des « forces d'accompagnement des mutations en cours », pour reprendre le jargon à la mode parmi tous ces penseurs qui s'interrogent sur la classe ouvrière.

Car ce n'est pas seulement l'existence du syndicalisme qu'ils remettent en cause, mais celle de la classe ouvrière dans son ensemble. Si les syndicats perdent de l'audience, n'est-ce pas parce que la classe ouvrière serait en voie de disparition? Et en posant la question, ils y répondent déjà. Eux, adversaires des demi-mesures, en arrivent immédiatement à la conclusion qu'effectivement, on assisterait à notre époque au « crépuscule des OS », pour reprendre un titre du Monde du dimanche 27 octobre.

Bref, le monde ouvrier tel que le décrivait Zola au siècle dernier aurait disparu. Terminés les métiers dangereux où l'on risquait sa vie, l'exploitation sans vergogne avec des patrons de droit divin, les bas salaires

et l'abrutissement du travail à la chaîne : on serait entré dans l'ère de l'informatique, des usines propres, où le travailleur est de plus en plus amené à participer aux décisions concernant l'entreprise. Et bientôt, avec la robotisation, il ne resterait plus dans les entreprises que des employés et des techniciens.

Il est évident que les auteurs de telles considérations voient la classe ouvrière à travers les vitres déformantes ou opaques de leurs bureaux, quand ce n'est pas à travers les statistiques. Et malgré leurs titres, leurs études de société et leurs mots ronflants, force est de reconnaître qu'ils n'y connaissent rien.

Sans aller bien loin, il leur suffirait pourtant de prendre les premiers métros le matin pour voir que, oui, les travailleurs existent toujours. Quant aux conditions de travail, si elles ont évolué dans les grandes entreprises (et encore, pas dans tous les secteurs : la chaîne et ses cadences, les presses qui mutilent existent toujours), dans bon nombre de petites usines, la vie est encore digne du siècle passé.

La Vie Ouvrière rapporte que les ouvriers d'une entreprise de bonneterie à Troyes « travaillent dans des usines qui datent du siècle dernier. Sous les verrières, l'été, il fait + 30°. L'hiver, il gèle. (...) Parmi les piqueuses et les couseuses, on trouve de nombreux cas de scoliose. Les directions considèrent qu'à vingt-six ans, ces femmes sont usées, plus rentables. (...) Les hommes, eux, sont toujours en pleine chaleur et en pleine humidité, devant des machines tournantes qui projettent de la fibre. » A Creusot-Loire, à Châlons-sur-Saône, « dix décès par cancer » en 1983, dus aux émanations de chrome et de nickel lors de la soudure d'aciers spéciaux. En 1982, il y eut 2 569 tués par accident du travail en France. La majorité de ces victimes faisaient-elles partie des « cols-blancs »?

Et le travail à la chaîne, les cadences, l'abrutissement, cela n'a pas disparu. Même dans les bureaux les plus modernes, ceux qui travaillent sur écran toute la journée ne peuvent vraiment pas être considérés comme des privilégiés.

Beaucoup d'emplois de bureaux, d'ailleurs, s'ils sont plus « propres » et moins pénibles physiquement que les postes en usine, ne sont pourtant rien d'autre que du travail à la chaîne: on passe toute sa journée à taper des listes sur une machine à écrire ou à apposer un tampon sur des formulaires...

Alors, la « composition » de la classe ouvrière a-t-elle vraiment changé, comme se plaisent à le dire d'éminents sociologues? Le secteur tertiaire s'est développé, c'est vrai du moins dans les pays riches où se trouvent les sièges des grandes entreprises qui exploitent le monde entier. Mais il reste un secteur industriel véritable, même dans les pays riches. Et à l'échelle mondiale, la classe ouvrière s'est considérablement élargie. Des pays du Tiers Monde, autrefois agricoles, comptent maintenant de nombreux travailleurs d'industrie, surexploités, vivant dans les conditions qu'a connues l'Europe au siècle dernier, avec les quinze à seize heures de travail quotidien dans des ateliers insalubres, les salaires de survie, les logements dans des bidonvilles, le travail des enfants...

Mais, même dans les pays industrialisés, dits modernes, cette forme d'exploitation n'a pas disparu. Un des effets de la crise est justement de faire renaître cet aspect du travail que certains disaient révolu: la précarité de l'emploi, la surexploitation, le travail clandestin, à domicile, etc.

De tout temps, le capitalisme a su faire coexister les industries « de pointe », dans lesquelles ne se trouve en fait qu'une partie minime de la classe ouvrière, avec des secteurs vétustes où l'exploitation est criante. Et les usines ultra-modernes ne sont finalement qu'un moyen d'extorquer plus de travail aux ouvriers.

Quand on nous parle de « mutations technologiques », d'usines « propres », informatisées, robotisées, c'est vraiment prendre des slogans pour la réalité. C'est oublier qu'à côté de quelques bureaux d'études, ateliers protégés, techniques de pointe, existent aussi, dans l'électronique, des usines de montage où les câbleuses travaillent à des cadences folles. C'est oublier que se montent de plus en plus de petites entreprises privées de soustraitance, où s'effectue le montage, dans des conditions moyenâgeuses. Cela, ce n'est pas que l'image du capitalisme au Japon, c'est aussi, de plus en plus, celle de la France.

Alors, tous les commentateurs qui dissertent sur la « fin des OS » feraient bien d'aller regarder dans les arrière-cours, au lieu de se contenter des vitrines. Mais à vrai dire, pensent-ils ce qu'ils écrivent? Ou ne sont-ils pas des OS de la plume, vendus pas cher aux grands de ce monde?

Marianne LAMIRAL



#### CREIL (Oise)

## « Vieille-Montagne » occupée

Les fonderies « Vieille-Montagne », à Creil, qui emploient 169 personnes dont 131 à la production, sont en grève depuis le jeudi 24 octobre.

Après la grève du 24 octobre où personne n'a travaillé, le syndicat CGT de l'usine ayant cadenassé les portes dans la nuit, le patron pensait que le lendemain, tout rentrerait dans l'ordre. Mais vendredi matin, les portes étaient toujours bloquées. (Dans la journée de jeudi, sur proposition de la CGT, le personnel de production avait décidé de poursuivre la grève).

Un haut cadre tenta de forcer la porte. Courageusement, il mit pour ce faire les

femmes des bureaux en avant et agrémentait ses hauts faits d'armes par des propos racistes envers les camarades immigrés majoritaires dans l'usine. Ceux qui occupaient décidèrent malgré tout d'ouvrir le portillon pour que ceux qui le voulaient entrent. Quelques administratifs l'ont fait mais, pas de chance pour le patron qui pensait que beaucoup allaient suivre, le personnel de production et d'entretien est resté dehors.

Il faut dire que ce n'est pas tenable à « Vieille Montagne ». L'usine s'occupe du recyclage des vieilles matières, qui sont refondues, retraitées pour en sortir: le zinc, le plomb et l'étain. Partout, c'est la poussière, la fumée, la chaleur. Il fait 53° ambiants. Tout est vétuste, délabré. On travaille sur des produits dangereux: la poussière de zinc explose comme de la poudre à pétard. Les conduites d'aspiration sont complètement pourries : à la déchloruration, les vapeurs de chlore et de plomb sont pour nos bronches. Partout, c'est pareil. C'est tellement vieux que, si on manquait de matières à recycler, on pourrait refondre l'usine. Et les salaires, c'est au lancepierres qu'ils nous sont comptés: 4 700 francs pour un ouvrier posté en 3 x 8. Aussi, nous voulons: une augmentation uniforme de 500 francs des salaires ouvriers et le doublement de la prime d'incommodité

(actuellement de 1 F de l'heure). Ainsi que la prise en compte de toutes nos revendications sur les conditions de travail et de sécurité.

Dans la journée du 25, le patron s'est déclaré d'accord pour les conditions de travail... mais il n'a pas d'argent à y consacrer. Quant aux salaires, il nous a renvoyés « sous condition d'une reprise normale de l'activité de l'usine », aux négociations prévues en 1986 l

Tous les grévistes étaient entrés en salle de réunion, la réponse a été immédiate: pas question de reprendre.

Depuis, rien ne sort. Les grévistes assurent juste la sécurité pour les colonnes des fours à feu continu. A tour de rôle, nous gardons jour et nuit les portes. A plusieurs reprises, le patron a tenté des manœuvres d'intimidation: constat d'huissier, visite d'un officier de gendarmerie parce que, soidisant, nous bloquions la voie publique — bien sûr sans effet.

Cela faisait très longtemps qu'on ne s'était pas mis en bagarre à « Vieille Montagne » (depuis 68). Cette fois, c'est pour de bon.

#### ☐ RHÔNE-POULENC (Pont-de-Claix)

#### Grève au labo

Vendredi 18 octobre, à 20 h, il y avait de l'animation au laboratoire posté, labo qui, vingtquatre heures sur vingt-quatre, assure les analyses de la cinquantaine de fabrications qui tournent en continu sur le site.

Les travailleurs se sont mis en grève, pour trente-deux heures, du vendredi soir 20 h au dimanche matin à 4 h, mécontents des réponses apportées à leurs revendications par l'encadrement. Ces revendications portent sur la revalorisation des classifications, en particulier pour la dizaine de travailleurs qui sont encore au « K175 » après plusieurs années de labo.

C'est la totalité des 45 laborantins qui composent les quatre équipes successives qui ont fait grève, à une exception près. Il faut dire que le chef de service, par des propos du genre: « il y en a qui n'ont pas le profil de laborantins, ils feraient mieux d'aller se transcender en fabrication », avait mis de l'huile sur le feu.

Correspondant LO

# Il n'y a rien dans nos fouilles

Il y a dix jours, à la sortie de l'équipe de nuit, un samedi matin, la direction a fait organiser une fouille par les gardiens qui se sont retrouvés bredouilles.

La seule chose qu'ils ont trouvée, c'est le nom et le matricule de chacun de nous!

Pas étonnant! Les voleurs, ce ne sont pas les travailleurs, mais tous ceux qui s'enrichissent sur notre dos: les actionnaires et autres grands directeurs. A quand, la fouille de leurs comptes en banque?

#### Drôle de douche

La semaine dernière, en équipe de nuit, l'un des ouvriers qui travaillaient au bâti de réception de la BP 35 a pris une « douche » d'huile. Il était en train de surveiller le trancannage du câble, quand la vis qui sert de joint à la réserve d'huile de la bobine a cédé sous la pression: un jet continu d'huile s'est échappé par l'ouverture, arrosant tout:

machine, sol... ouvrier.
Chez Pirelli au point de vue salaire, on fait maigre, mais au point de vue conditions de travail... c'est plutôt

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Treficable Pirelli.

#### Encore une sélection bidon

Calvet vient d'être élu « manager de l'année ». Ni nous, travailleurs de Citroën, ni les camarades licenciés l'an passé, n'ont participé à l'élection.

Il n'y a que les lecteurs du Nouvel Economiste qui ont voté. On ne les a jamais vus à l'usine, ceux-là.

#### ECHOS DES ENTREPRISES

#### La rallonge et la manière de s'en servir

Quelques travailleurs, surtout à l'Outillage, ont été augmentés de 900 F, 1 000 F ou 1 200 F... pour l'année. Ce qui fait entre 80 et 100 F par mois.

Comme ça ne fait pas lourd, la direction force sur l'emballage: convocation au bureau, discours, claques dans le dos, etc. Bref, beaucoup de bruit pour pas grand-chose et pour pas grand monde.

Le reste de l'augmentation que nous n'avons pas eue, il n'y a pas à la chercher bien loin: c'est le milliard de bénéfices que Calvet promet à ses actionnaires.

Ce milliard est à nous.

#### L'important, c'est ce qu'il y a dans l'assiette

Vendredi dernier, il y avait une loterie à la cantine. En regardant sous son assiette on pouvait gagner un verre de bière ou une Visa.

Tout ça, c'est des bêtises. S'il y avait eu une Visa sous l'assiette, ça se serait vu.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Citroën-Saint-Ouen les Epinettes.

## Emballez, c'est pesé

On a beaucoup parlé de Christo, cet artiste qui a empaqueté le Pont Neuf.

Mais méfiez-vous des contrefaçons: les plastiques autour des urinoirs du 1er étage et de l'entresol du 1er, ce n'est pas lui.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT Paris 17.

#### 6 jours sur 7

Dans la semaine, les chefs sont passés dans les différents secteurs du 12 et au Bas-Meudon pour « proposer » du travail le samedi. Et ces séances du samedi seraient prévues jusqu'à la fin décembre!

La direction va partout en criant que, à Billancourt, nous sommes trop nombreux, et suppressions de postes, départs, tout est bon pour réduire les effectifs. Et les voilà qui veulent que le samedi fasse maintenant partie de la semaine de travail! Ce n'est pas à nous qu'il faut proposer du travail supplémentaire, c'est du travail, tout simplement, qu'il faut proposer aux 2 millions et demi de chômeurs!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RNUR IIe-Seguin.

#### Les beaux dimanches de Vélizy

Au GAS, il y a un chef qui vient travailler le week-end depuis trois semaines.

Il a perdu ses clefs ou sa femme l'a mis à la porte? Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson Vélizy.

#### Tel est pris

A Longwy, les PTT viennent de porter plainte après la disparition de 90 000 F dans les cabines téléphoniques de la région.

Ça ne risquait pas de rapporter gros, mais comme c'était facile et pas cher, elle a fait faire enquête et perquisition sur des agents qui relèvent ces cabines.

A ce petit jeu, elle a d'ailleurs décroché le pompon : elle a réussi à mettre tout le centre en grève.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Telecom Aubervilliers.

#### THOMSON DTE (Vélizy)

### Heures supplémentaires : un avant-goût de la flexibilité

Depuis quelque temps, la direction de la Thomson à Vélizy (Division des tubes électroniques) pratique une politique d'heures supplémentaires. On voit des chefs annoncer tout fièrement aux travailleurs de leur service qu'ils ont réussi à obtenir des heures pour le secteur, et que c'est une « chance » à saisir!

La « chance » en question se monte, partout, à deux heures, trois soirs par semaine, jusqu'à fin décembre. De plus, comme l'usine est desservie par des cars pour l'horaire normal, la direction paie des indemnités kilométriques à ceux qui restent le soir et sont obligés de prendre leur voiture, indemnités supérieures à celles que perçoivent les travailleurs en équipe ou en horaire décalé!

Au début, elle se montrait même large dans le paiement de ces indemnités — là était surtout l'avantage des heures supplémentaires —, et certains pouvait se faire plus de 2 000 F mensuels uniquement avec les indemnités kilométriques (maintenant, elles sont payées sur la base d'une 6 CV).

Dans ces conditions, les heures supplémentaires ont d'abord semblé très alléchantes: les salaires sont bas, cela tombait en pleine période des impôts et bien que parfoís un peu gênés d'accepter de travailler six heures de plus par semaine alors que le chômage s'étend, beaucoup de travailleurs ne voulaient voir que cette solution pour les aider à se sortir de difficultés financières

Mais même s'il se trouve pas mal de volontaires pour ces heures supplémentaires, certains commencent à trouver cela louche. Il y a effectivement du travail urgent à finir dans certains secteurs, mais ce n'est pas le cas partout, et c'est ainsi que des travailleurs sont restés le soir sur des postes où il n'y avait aucun retard.

Par ailleurs, comme la direction ne cesse d'annoncer qu'elle envisageait les horaires à la carte et que le service des cars n'était pas « un privilège éternel », cela sent fort la flexibilité de l'emploi et commence à susciter la méfiance.

Correspondant L.O.

les entreprises

# Ministres et P-DG

## en visite dans les entreprises

#### Edith Cresson à Flins

Lundi 28 octobre, Edith Cresson, ministre du Développement industriel, accompagnée du P-DG de la Régie, Georges Besse, est venue visiter l'usine de Flins. Très précisément le bâtiment S, secteur où se fait la tôlerie de la Supercinq.

Sa visite n'est pas passée inaperçue. Le chef d'atelier a commencé par annoncer aux ouvriers du secteur que, si jamais leur temps de pause tombait au moment de la visite de Cresson, ils étaient priés de continuer à travailler comme si de rien n'était. Ils prendraient leur pause plus tard et auraient même droit à cinq minutes supplémentaires. Mais des ouvriers les mains dans les poches, ça pouvait faire mauvais effet!

Après ce hors-d'œuvre, est arrivé le plat de résistance: le cortège de la ministre, du P-DG, plus une vingtaine d'officiels, plus vingt à trente journalistes, plus une vingtaine de militants CGT de l'usine qui s'étaient invités eux-mêmes pour interpeller Besse et

Cresson et bloquer le cortège pendant vingt bonnes minutes. Sacré cortège... et sacrée bousculade. Quelques ouvriers du secteur auraient voulu, eux aussi, approcher les hauts personnages et leur poser quelques questions, mais ils ne le purent pas.

Sauf quelques-uns, tout à la fin, qui lancèrent : « Maintenant que vous avez bien vu les robots modernes, venez donc jeter un œil sur les tas de ferraille où on tra-

Cresson et Besse n'ont pas eu le temps! Un officiel se mit à expliquer très poliment aux ouvriers que Madame le ministre avait pris du retard, etc.

Si c'est comme ça que les ministres, P-DG et journalistes visitent les usines, pas étonnant qu'ils croient que la classe ouvrière a disparu!

Correspondant LO

### Mettez un ministre dans votre moteur

Alors que les constructeurs automobiles annoncent de nouvelles charrettes de licenciements, les ministres applaudissent depuis le bord de la route.

Ainsi, la semaine dernière, Bérégovoy a félicité le P-DG de Peugeot, Jacques Calvet, pour avoir été nommé « manager de l'année » par la revue Le Nouvel Economiste.

Quelques jours plus tard, Edith Cresson s'est affichée en compagnie de Georges Besse, le P-DG de Renault, à l'occasion de la sortie de la cinq cent millième « Super R5 ».

Y aura-t-il suffisamment de marques différentes pour tous les ministres? A quand Huguette Bouchardeau, cinquième roue du carrosse gouvernemental et championne de la lutte contre tout ce qui pollue, en tournée d'essayage dans une usine - française - de trottinettes?

## □ RATP « Mêlez-vous de vos affaires » mais laissez la direction décider

Lundi 28 octobre, Claude Quin, président du Conseil d'administration de la RATP, est venu en visite aux Ateliers de Championnet, où s'effectue la réparation des autobus. Le Comité d'entreprise l'avait invité à venir à la cantine dédicacer son livre Mêlez-vous de vos affaires.

L'auteur prétend démontrer en 250 pages ce que pourrait être une « bonne » politique de gestion à la RATP. La régie est selon lui beaucoup trop dépendante de l'Etat. Claude Quin voudrait qu'elle devienne une entreprise qui sait faire payer ses clients, une entreprise rentable, productive et dont l'équipe dirigeante pourrait, en toute indépendance, faire ses preuves et montrer qu'elle sait gérer avec talent.

Cela lui vaut une certaine popularité auprès des cadres de la Régie. Un certain nombre d'entre eux ont d'ailleurs acheté le livre et ont réclamé la signature de l'auteur de cet ouvrage selon leur cœur.

Mais les travailleurs de la Régie, eux, s'intéressaient moins à l'auteur qu'au patron. Ils peuvent faire tous les jours l'expérience de « l'enrichissement des tâches » qui, dans les ateliers, signifie augmentation de la productivité et des cadences. Plusieurs d'entre eux sont donc venus demander à Claude Quin de s'expliquer, sans se soucier des cadres qui s'impatientaient en attendant de faire signer leur bouquin.

Des camarades de la Maintenance centrale, destinée à disparaître, l'ont interpellé à ce sujet. Il n'était pas au courant... Quant aux augmentations de salaires, à l'obtention du 13º mois, à la question de la prime de gestion et aux 35 heures, soit ce n'était pas de son ressort, soit il ne pouvait rien y faire, car il était tributaire de cruelles nécessités. Bref, on pouvait parler du chic et du choc, mais pas des chèques.

Quelques militants de la CGT sont aussi venus demander des comptes au président sur des sanctions et sur ses réactions quand, il y a quelques mois, lors d'un mouvement revendicatif, les panneaux publicitaires des bus avaient été retournés par les travailleurs des dépôts. Là, il a perdu son calme. Surtout quand un travailleur lui a demandé à quoi il servait au juste puisque, à l'entendre, rien ne dépendait de lui!

Il a sorti son bouquin... Il n'est visiblement pas encore prêt pour « Apostrophes » avec Pivot, mais pour se voir apostropher par des travailleurs, si... Car il est membre du Parti Communiste, par-dessus le mar-

Correspondant LO

#### ☐ CRÉDIT LYONNAIS (Paris)

# Des syndicalistes qui sanctionnent comme des patrons

Le responsable des huit restaurants du Siège et des annexes du Crédit Lyonnais, où un militant de la CFDT. Il est à la tête du Comité de gestion auquel participent aussi la CFTC et le SNB (CGC). Cela depuis 1984, car avant c'était la CGT, en commun avec la CFDT qui était responsable. Il vient de sanctionner la gérante du restaurant principal, celui de Ménars, où sont servis 3 300 repas par jour. Elle a été mutée dans un petit restaurant à Montreuil, où l'on sert 100 repas par jour. Cela s'est traduit par une baisse de son salaire, qui est passé de 12 000 à 8 000 F par mois. Ce qui lui est reproché, c'est une insuffisance dans le contrôle des pièces comptables. Sanctionner cela par une perte de salaire de 4 000 F, cela a paru injuste et révoltant.

Ce mauvais coup n'est pas

passé sans réaction. Après l'entretien préalable, où la gérante a été menacée de travaillent 270 personnes, est sanction, un tiers du personnel du restaurant Ménars 40 sur 110 a débrayé le vendredi 11 octobre et le lundi 12 octobre, à l'appel de la CGT, de 10 h 45 à 13 h 45, heures où sont servis les repas. Les grévistes ont expliqué par affiche puis par tract le motif de leur mouvement. Et le jour de l'annonce de la sanction, ils sont partis au beau milieu de la distribution des repas.

Cela leur a valu les foudres des responsables du Comité d'établissement. Le surlendemain, ils sortaient un tract intitulé « Désintoxication » ayant pour but « une information complète sur les motifs de la désorganisation du restaurant Ménars, qui entraîne une détérioration notable du service rendu », et dans lequel ils s'élevaient contre cette grève minoritaire et sans préavis qui, selon eux, avait gêné les salariés du Crédit Lyonnais. S'il n'y avait l'en-tête du Comité d'établissement, on le prenait pour une circulaire de la direction!

Puis ce fut le tour de la CFTC de s'expliquer par tract, en avalisant la sanction.

Mardi 22 octobre, les grévistes du restaurant ont envahi la séance plénière du Comité d'établissement, faisant fuir la direction, suivie de la CFDT et d'une partie de la CFTC et du SNB. Seuls FO et la CGT ont écouté et soutenu la déclaration des grévistes.

Quant aux employés du Crédit Lyonnais, ils ont été nombreux à être choqués par l'importance de la sanction. Beaucoup disaient des syndicats: « Ils sont pires que des patrons ».

Et c'est vrai qu'en se transfor-

mant en marchands de soupe, les syndicalistes se retrouvent avec des problèmes de patrons. Accepter de gérer, cela entraîne à décider de l'augmentation du salaire des employés qui sont sous les ordres du Comité d'établissement, à rentrer dans les problèmes de rentabilisation, d'économies à réaliser pour rester dans le cadre du budget alloué par la direction. Et si, en plus, on veut se montrer les « meilleurs », les plus « économiques », c'est sur les conditions de travail et de salaire des employés que cela se paye.

A vouloir être de bons gestionnaires, ces syndicats sont tombés sur un os. Et ils ne sont peut-être pas au bout de leurs peines puisque dix-huit « extras », employés en fait depuis des mois, ont fait appel aux Prud'hommes pour obtenir leur embauche définitive.

#### T'as le badge chic, t'as le hachoir choc

C a y est: les hachoirs (tourniquets) sont en place et opérationnels aux portes des usines 1 et 4.

Désormais, pour entrer ou sortir de l'usine, il nous faut nousser ces superhes hachoirs, au demeurant très

A chaque passage, c'est l'angoisse: ne va-t-on pas reprendre ces énormes barreaux dans les jambes ou dans le dos? C'est tellement dangereux que la direction a fait enrouler les barreaux du bas avec de la mousse.

De plus, avec ce système, il vaut mieux ne pas imaginer ce qui pourrait se passer en cas de catastrophe nécessitant une évacuation rapide par les sorties équipées de tourniquets.

Sous prétexte de sûreté, la direction se moque complètement de la sécurité des travailleurs.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Roussel-Uclaf Romainville.



☐ CRAMIF (Paris 19<sup>e</sup>)

Grève contre les suppressions de postes

Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France

A la CRAMIF, depuis la mi-octobre, manifestations à la direction, grèves et assemblées du personnel se succèdent.

Les employés sont en colère contre les projets d'informatisation en cours dans presque tous les secteurs; les suppressions de postes sont de plus en plus nombreuses, au point qu'on commence à se demander si, d'ici un an, il n'y aura pas des licenciements.

Le mouvement est parti d'un secteur de 300 employés, la branche Tarification des accidents du travail. Une étude confidentielle chiffrait à environ 170 sur 330 le nombre de postes à supprimer d'ici un an et demi, soit un poste sur deux.

Des projets similaires toucheraient les services de l'Invalidité, de l'Agence comptable, le service du personnel, la saisie des données... La liste s'allonge chaque jour. Tout le monde prend conscience que les possibilités de reclassement deviennent illusoires puisque c'est la même chose partout.

Les 300 employés de la Tarification ont commencé de manifester à plusieurs reprises à la direction puis se sont adressés à l'ensemble des services.

Le mercredi 23 octobre, 400 employés ont débravé à l'appel de tous les syndicats. Ils ont voté la grève

pour la journée, se sont répandus par groupes de 50 dans toute la CRAMIF pour demander aux autres de se mettre en grève et de les rejoindre l'après-midi pour aller manifester au Ministère.

L'accueil dans les services a été très cordial. Beaucoup commencent à se rendre compte que la direction est en train de tirer un trait sur la garantie de l'emploi à la Sécurité sociale.

Le 24 octobre, la grève était reconduite. Les 25 et 29 octobre, des débrayages d'une heure avec assemblée du personnel ont regroupé 350 puis 250 personnes. Mais le mouvement s'en est arrêté là. Les employés de la Tarification ont décidé de s'en tenir à des débrayages ponctuels.

Une assemblée a cependant mis sur pied une coordination des employés contre les suppressions de postes, composée d'une cinquantaine d'employés syndiqués et non syndi-

Pour l'instant, la direction essaie de gagner du temps en tentant de rassurer, en expliquant qu'il n'y aura pas de problèmes, que tout se fera par les départs naturels. Elle multiplie promesses sur promesses, propose d'associer le personnel à la mise en place des nouvelles structures, de l'informer... mais personne n'a confiance.

#### ☐ SECURITÉ SOCIALE

#### Une politique de coupes sombres

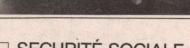
Les suppressions de postes prévues à la CRAMIF font partie d'un plan d'ensemble de réduction des effectifs à la Sécurité sociale. Le président de l'UCANSS (organisme de tutelle) a annoncé début octobre 25 000 suppressions de postes en cinq ans, surtout dans la région parisienne, sur les 180 000 employés que compte la Sécurité sociale à l'échelle nationale.

Comme partout, les arguments avancés sont « le pro-

En réalité, le ministère veut réduire le budget de la Sécurité sociale, il le fait en réduisant les prestations des assurés sociaux et cherche par tous les moyens à diminuer les frais de gestion en s'attaquant aux employés : par le blocage des salaires et maintenant par les réductions importantes de postes.

Cela bien que le conseiller technique de Georgina Dufoix qui a reçu une déclaration de la CRAMIF ait expliqué lui-même que les frais de personnel représentaient 6 % de

Cela n'empêche pas ces mêmes responsables de décider de s'attaquer aux revenus et peut-être demain à l'emploi



grès technologique », « la décentralisation »...

l'ensemble du budget.

du personnel de la Sécurité sociale.

#### ☐ THOMSON VIDÉO EQUIPEMENTS (Gennevilliers)

#### Encore des licenciements

Vendredi 25 octobre, Gomez P-DG de Thomson-CSF, annoncait aux journalistes que, pour le premier semestre de l'année 1985, les bénéfices se montaient à 337 millions de francs et que, pour l'ensemble de l'année 1985, ces bénéfices seraient probablement de 800 millions de francs.

Le même jour, la direction de Thomson Video Equipement annonçait que 150 personnes étaient « mises en disponibilité », c'est-à-dire bientôt licenciées à la sauce du plan « social ».

C'est la deuxième tranche de licenciements qui se prépare dans cette usine de Video.

En mars 1984 déjà, un premier plan « social » tombait pour « traiter 123 sureffectifs », c'est-à-dire trouver une solution pour coux dont l'emploi

ment » a donné 150 licenciements « volontaires » avec une prime de 90.000 F et 17 reclassements. C'est dire si aujourd'hui les nouveaux touchés croient à une possibilité de reclassement dans le trust! D'autant plus que dans la téléphonie, c'est 3000 personnes qui sont à « reclasser ».

Cette fois-ci, les licenciements touchent essentiellement la production : la quasitotalité des ouvriers et des techniciens de réglage et tous les bureaux directement liés à la production.

La plupart des jeunes « pas mariés avec la Thomson» étaient déjà partis la première fois avec 90 000 F.

Alors, aujourd'hui, beaucoup des gens qui sont désignés comme étant « en disponibi-

était supprimé. Le « traite- lité » ont la quarantaine, voire la cinquantaine. Et quand on est passé dans le bureau du chef et qu'on sait qu'on n'a plus sa place ici après vingt ans ou trente ans dans l'entreprise, on se sent trahi par les beaux parleurs: les chefs qui disaient qu'il fallait travailler plus pour que ça aille mieux, et même certains syndicalistes qui nous ont rassurés et n'ont rien fait pour organiser la riposte depuis des années.

Dans, les services, les listes viennent juste de tomber : c'est le drame pour certains et la colère qui s'exprime. On commence à se demander comment « résister » à la direction. Et si on est un certain nombre à se poser le problème, on trouvera bien!

Correspondant LO

#### **ECHOS DES ENTREPRISES**

#### UN MILLIARD DE GACHÉ

Il y a dix jours, Calvet a invité les nalistes à Saint-Tropez pour le lancement de la 309.

Tout était payé : voyage, repas, boîte de nuit, strip-teaseuses.

Cette petite réunion « d'affaires » a coûté un milliard de centimes. Puisqu'ils annoncent 600 à 700 milliards de centimes de bénéfices pour 1986, il nous en reste encore 599 à 699 à nous partager. A nous d'aller les chercher, avant qu'ils ne les gaspillent.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Citroën Aulnay.

#### DEVINETTE

Quelle est la différence entre la rallonge et le TAC O TAC?

Au TAC O TAC, on a une chance de gagner en grattant.

Pour la rallonge, même en grattant, on a peu de chances de

Extrait du bulletin Lutte Ouvière SNECMA-CORBEIL

☐ VERRERIES SAINT-GOBAIN (La Chapelle Saint-Mesmin-Orléans)

#### 476 emplois volent en éclats!

Vendredi 11 octobre, les ouvriers des verreries Saint-Gobain, à La Chapelle-Saint-Mesmin, ont appris que la direction allait effectuer 476 licenciements sur un effectif de 749 personnes.

En 1979, déjà, il y avait eu 400 licenciements, et en 1983, 110 départs obligatoires en préretraite. Des 1200 travailleurs qu'employait l'usine il y a six ans, il n'en resterait plus, avec cette nouvelle charrette, que 273! La direction prévoit l'arrêt de deux fours sur trois et de onze chaînes de production sur quinze. Et pour quand la ferme-

Lundi 14 et mardi 15, les travailleurs ont assisté nombreux aux assemblées générales appelées par la CGT, majoritaire dans l'usine

Le jeudi 17, 300 ont manifesté dans les rues d'Orléans, toujours à l'appel de la CGT. Le lundi suivant, le 21, la direction convoquait un Comité d'entreprise extraordinaire, auquel la CGT n'a pas participé, refusant de négocier un plan de licenciements. La CGT refuse tout licenciement et dénonce le sabotage de l'usine par la direction. Elle explique que, pour sauver le marché de la gobeleterie. l'usine doit tourner à 100 % de ses capacités, ce qui suppose, à la fois de maintien des 749 personnes et l'embauche de 200.

Dans son plan dit « social », la direction propose la création d'une 5e équipe et le passage à 33 h 36 pour tous les agents postés, avec perte de salaire. Cela permettrait, selon elle, de sauver... 25 emplois! 73 personnes partiraient en préretraite dans le cadre d'un accord FNE. Elle parle aussi de mutations à l'intérieur du groupe et de reclassements dans d'autres entreprises de la région. Sur ce point, les travailleurs sont très sceptiques. Saint-Gobain-Développement finance la création d'emplois dans des PME-PMI, à raison d'un prêt de 20 000 à 25 000 F par emploi créé, voire de subventions directes: 180 des emplois ainsi créés seraient, paraît-il; encore à pourvoir. Mais personne n'y croit, d'autant moins que les travailleurs de Saint-Gobain ne sont pas seuls sur les rangs. De nombreuses usines de la région viennent de licencier et d'autres préparent de prochaines charrettes. Il y aurait aussi des primes d'incitation au retour. L'usine emploie 95 travailleurs étrangers.

Il est aussi question d'aide aux projets personnels et de congés de conversion.

Le verre Duralex, fabriqué à La Chapelle, n'a paraît-il, plus la cote sur le marché. Mais les ouvriers ne sont pas résignés à payer la casse. Saint-Gobain est un trust puissant, qui fait des centaines de millions de bénéfices.

Correspondant LO

# Le Festival de l'Industrie et de la Technologie

Le FIT — Festival de l'Industrie et de la Technologie - vient de s'ouvrir à la Grande Halle de la Villette, Porte de Pan-

Il s'agit, paraît-il, d'une idée de Fabius : faire une exposition des belles réalisations techniques des industries françaises, les plus modernes, les plus performantes, ou de manière plus commerciale, les plus vendables à l'exportation, et de montrer tout cela au grand public.

Ainsi, 300 à 400 entreprises et organismes publics ont participé à l'opération, et ont installé dans leur stand, qui leur machineoutil ultra automatisée, qui la maquette de leur usine super-moderne, qui leur dernier vidéo-interactif et autres audiovisuels. Le résultat est impressionnant: des centaines d'écrans de télé vantant des prouesses technologiques

extraordinaires, des dizaines de robots, des dizaines de micro-ordinateurs à disposition du public...

Bien évidemment, chaque société étant maître dans son stand, il y a à boire et à manger (d'ailleurs, la société Le Pain Jacquet explique très docun des seuls où le personnel est suffisamment nombreux pour vous accrocher et répondre à toutes les questions concernant les missiles et autres beaux sous-marins nucléaires. Sur les autres stands, c'est plus dur: il y a beaucoup de machines, mais peu de bonshommes! C'est donc encore l'armée qui humanise le plus ses performances et les présente le plus efficacement. Signe des temps sans doute!

Evidemment, l'objectif déclaré de cette exposition est de promouvoir les produits « français » (même si pour les besoins de la cause, IBM, Hewlett Packard, Olivetti, Pirelli ou Kodak se sont transformés en entreprises « françaises » !), de favoriser leur exportation et de leur faire, au moins, une belle vitrine. Il y a beaucoup de tape-à l'œil et de vantardises. Mais, au milieu de l'esbroufe et des machines de guerre, il y a parfois quelques stands où la technique fait rêver un peu, et qui valent le déplacement.

Bertrand GORDES

FIT: Festival de l'Industrie et de la Technologie. Ouvert tous les jours (sauf le lundi) de 10 h à 20 h jusqu'au 20 janvier 1986. Grande Halle de la Villette. M° Porte de Pantin. Entrée : 25 F (tarifs réduits habi-

A signaler le guide de l'exposition, au prix de 15 F.

#### tement comment elle fabrique scientifiquement ses croissants industriels... et elle en vend !). Ça va de la ferme du XIX<sup>e</sup> siècle avec vaches en chair et en os, au Mirage 2000 grandeur nature et armature transparente, en passant par un aquarium pour plongeurs sous-marins, et par une exposition des mille et une manières de faire payer les gens avec les distributeurs automatiques. On peut même, grâce à l'armée, s'initier à la simulation de tir anti-char, et découvrir les vertus des jumelles à intensification de lumière. Le stand de l'armée est même

EXPOSITION\_\_\_\_

#### 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 114 IV VI VII VIII IX X

#### Solution du numéro précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	0	B	T	$\epsilon$	M	P	E	R	E	R
					i					
III	T	i	R		T	0	R	f.	0	T
IV	6	T	R	E		N	6	N	2	1
٧	N	E	ı	6	E		U	N		R
VI	S	U	1		M	U	R	E	N	E
VII	t	S	E	R	E		5		0	R
IIIV	B	E	4	0	T	E		P	į	
IX	L		L	1		P	R	i	5	E
X	10	R	E		L	i	A	N	E	S

## Mots croisés

HORIZONTALEMENT. — I. Mieux vaut ne pas rester sur la sienne. Permet d'introduire. II. S'attroupera. III. Pinay lui a donné son nom. Unique. IV. Qui n'a pas les pieds sur terre. V. Première exigence. Plus souvent demandés qu'offerts. VI. Couple. Ne manque pas d'air. VII. Nous transportent au septième ciel. VIII. Garder la ligne. Indique la matière. Pétillant. IX. Spécialiste en tuyaux. A l'avant du cheval. X. Réfléchi. Secouru.

VERTICALEMENT. — 1. Joyeuses chaînes. 2. On est jamais pressé de la rendre. C'est à lui qu'on disait : « Arrête ton char ! ». 3. Victoire d'Empire. A le ventre aussi gros que les yeux. 4. Déplacée. Créa un courant. 5. Moyens d'expression. On le renverse et tout est possible. 6. Voyelles. Volubilis. 7. Féroces. 8. Habite sur la Côte. Dans certains carrés. 9. Proteste. Son enfance a toujours été facile. 10. Native des bords de Seine.

#### Samedi 2 novembre

20 h 05. FR3. Le Disney Channel. Pour les vieux dessins animés.

20 h 35. A2. Ferrat 85. Après cinq ans d'absence de la scène, le Ferrat nouveau est arrivé. Bernard Pivot est allé interviewer le chanteur chez lui en Ardèche. Avec dix nouvelles chansons et cinq anciennes.

22 h 30. TF1. Droit de réponse, de Michel Polac : Lectures pour tous. A la veille de l'attribution des prix littéraires, des étudiants critiquent les livres favoris en compagnie d'écri-

23 h 05. FR3. Musiclub: La passion selon Saint-Jean, première partie de l'œuvre de Jean Sébastien Bach. Décors, costumes et mise en scène de Pier Luigi Pizzi. 2e partie, samedi 9 novem-

#### Dimanche 3 novembre

19 h. TF1. Sept sur Sept, présenté par Anne Sinclair. Invité: Pierre Juquin, membre du comité central du PCF...

20 h 35. TF1. L'homme qui voulut être roi, film de John Huston (1975). Avec Sean Connery et Michael Caine, d'après le roman de Rudyard Kipling. En 1880, deux anciens sergents de l'armée des Indes rêvent de prendre le pouvoir dans une province éloignée, le Kafiris-

20 h 35. A2. Le grand échiquier, de Jacques Chancel, avec Michel Berger, auteur de nombreuses chansons chantées par d'autres (France Gall, Johnny Hallyday, Elton John, etc.). II chante aussi.

20 h 35. FR3. La caricature, mémoire d'une époque: Plantu. Un montage d'interviews du caricaturiste, de dessins et de bandes d'archives sur les hommes et les événements qu'il prend pour cible.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : hommage à Ingmar Bergman. Musique dans les ténèbres, film de 1947 avec Maï Zetterling. Un jeune pianiste, devenu aveugle, retrouve la musique grâce à l'amour d'une femme.

22 h 40. A2. Reiser. Un portrait, réalisé par sa femme, Michèle Jouhaud-Castro, pour le deuxième anniversaire de la mort du dessinateur: extraits d'émissions de télé, interviews, photos... et dessins.

#### Lundi 4 novembre

20 h 35. FR3. L'héritier, film de Philippe Labro (1972) avec J.P. Belmondo, Jean Rochefort, Charles Denner. Un richissime industriel meurt dans un accident d'avion. Son fils (Belmondo)

reprend ses affaires et cherche à savoir pourquoi.

22 h 10. A2. Le cerveau. 2e émission: les grands rythmes biologiques. L'influence de la lumière, la veille et le sommeil, l'activité sexuelle, tous les rythmes sont sous le contrôle du cerveau. Les dérèglements fonctionnels et des expériences mettent en évidence ces rythmes qui scandent notre vie.

#### Mardi 5 novembre

20 h 35. A2. Les dossiers de l'écran: La guerre du feu, film de Jean-Jacques Annaud (1981), d'après le roman de J.H. Rosny. Il y a 75 000 ans, la tribu des Ulams perd le feu. Noah et deux autres guerriers partent à sa recherche et apprennent à le fabriquer. Une évocation qui fait réfléchir sur les conditions de l'évolution de l'humanité. Le débat donnera la parole à des scientifiques. anthropologues et biologistes, dont Yves Coppens, spécialiste de l'origine et de l'évolution de l'homme.

22 h. TF1. L'holocauste nucléaire. Spectaculaire documentaire d'anticipation, réalisé par la chaîne de TV japonaise NHK, pour montrer les conséquences pour l'humanité de l'utilisation des armes nucléaires.

#### Jeudi 7 novembre

20 h 35. A2. Tout le monde peut se tromper. Film de Jean Couturier (1982) avec Fanny Cottençon et Francis Perrin. Comédie policière.

21 h 50. TF1. Infovision, reportages. La part du feu: cet été 48 500 ha de forêts sont partis en fumée en France (une bande de 500 mètres de large de Lille à Perpignan). Les parrains du Vieux Port: 27 morts en 18 mois dans le « milieu » marseillais.

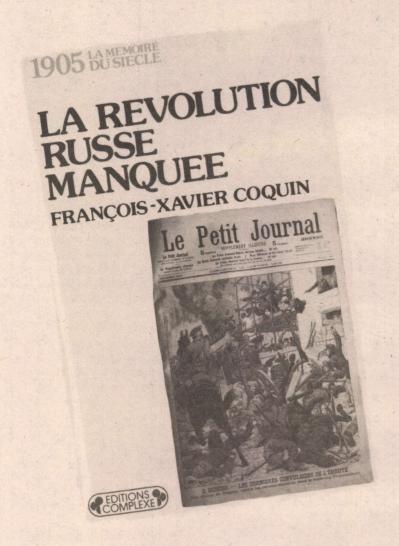
#### Vendredi 8 novembre

21 h 35. FR3. Face à la Trois: Valéry Giscard d'Estaing. Pour les « fans » de la politique...

21 h 40. A2. Apostrophes: la « passion » dans la littérature, avec Michel Braudeau. Raphaëlle Billetdoux, Catherine Hermary-Vieille, Josette Pratt et la participation de Sylvia Montfort, et peut-être de Françoise

23 h 05. A2. Ciné-club: La collectionneuse, film d'Eric Rohmer. Dans une villa du midi de la France, le marivaudage de deux hommes et d'une jeune femme qui collectionne les conquêtes.

11



E petit livre de François-Xavier Coquin, (qui avait déjà écrit un petit livre dans la collection Que Sais-je sur la révolution de 1917), relate fidèlement l'année 1905 en Russie.

Cette année-là, il y a 80 ans, la grève générale paralysa la Russie de l'absolutisme tsariste. La classe ouvrière ne se contentait pas, à la différence de la bourgeoisie libérale, des vagues promesses du tsar. Et elle prit la tête de la lutte qui culmina avec l'insurrection armée de décembre 1905 à Moscou.

L'insurrection fut écrasée par la troupe. Mais la reprise en main du pays demanda encore un an et demi.

Ces événements, commencés par le « dimanche rouge » du 9 janvier 1905, ébranlèrent toutes les couches sociales (révoltes paysannes révoltes dans l'armée et la marine, grève générale ouvrière) et virent la formation à Pétersbourg, en octobre, du premier Soviet (conseil) ouvrier : représentant directement les ouvriers en lutte, le Soviet incarnait la tendance spontanée de la classe ouvrière à prendre la tête du mouvement pour le renversement du tsarisme et était en même temps l'embryon d'un pouvoir des travailleurs eux-mêmes.

F.X. Coquin a fait œuvre d'historien. C'est riche, vivant, et raconté avec une certaine chaleur. Et non seulement on peut le lire avec intérêt, mais s'en servir comme ouvrage de référence.

Mais il y manque parfois la véritable dimension de ce premier grand affrontement de classes en Russie. Peutêtre est-ce dû au fait que l'auteur s'attarde beaucoup sur la tactique des représentants de la bourgeoisie libérale aux Parlements-croupions instaurés vers la fin de la période révolutionnaire 1905-1906.

Cela n'est sûrement pas sans rapport avec l'analyse politique de l'auteur. Coquin déplore que les diverses classes sociales qui avaient intérêt à abattre l'autocratie ne soient pas restées unies jusqu'au bout. Mais le fait demeure (et Coquin le montre bien) que la bourgeoisie, après le Manifeste d'octobre, a mis un frein à ses ardeurs antitsaristes, car à ses côtés avait surgi une classe ouvrière menaçante et qui avait, avec la grève générale d'octobre, déployé sa force.

Et nous apprenons ainsi, dans l'introduction, que, d'après F.X. Coquin, la révolution de 1917 serait elle aussi un «échec» car « prise en charge par le parti de Lénine avant qu'ait pu être aboli l'héritage autocratique ». La suite, selon Coquin, serait... « la confiscation de la révolution par un socialisme despotique et totalitaire ». Cette assimilation expéditive et abusive du bolchévisme et du stalinisme ne rend pas meilleure la compréhension des événements de 1917 et n'enrichit pas la comparaison avec ceux de 1905.

Jean MASSARDIER 1905, la révolution russe manquée, de François-Xavier Coquin. Ed. Complexe. Coll. La mémoire du siècle. 216 pages. 37 F.

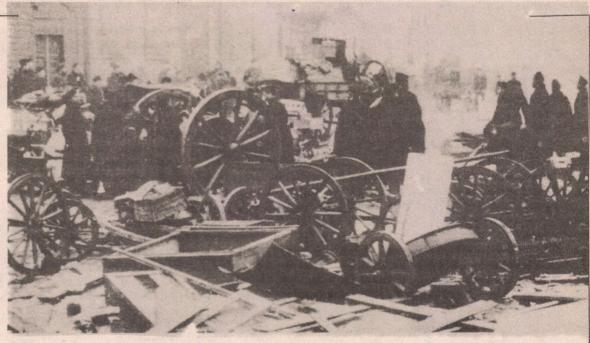
#### La révolution d'octobre 1905 : la classe ouvrière prend la direction du mouvement révolutionnaire

Le fameux 9 janvier 1905, ce dimanche sanglant, avait ouvert la révolution par un massacre d'ouvriers venus déposer une supplique au tsar. En octobre de cette même année, en lançant la grève générale, la première grande vague de grèves sur des objectifs politiques du mouvement ouvrier, la classe ouvrière russe montrait tout le chemin qu'elle avait parcouru en ces quelques mois.

En août, quelques concessions sur le papier, la promesse d'élections, et la signature de la paix avec le Japon, loin de calmer l'effervescence populaire, avaient plutôt contribué à renforcer l'opposition. Et quand le 27 août, la police de Trépov autorise la réouverture des universités, celles-ci sont prises d'assaut par des milliers d'étudiants mais aussi d'ouvriers et de soldats, et transformées en « îlots de liberté », elles retentissent des meetings et des appels à renverser l'autocratie et à la

La grève éclate le 19 septembre sur un conflit relativement banal. Les ouvriers typographes de Moscou protestent sur leurs salaires. Le tsarisme allait « trébucher sur une question de points et de virgules », selon l'expression de Trotski. Cette fois-ci Moscou entraîne Pétersbourg dans la grève. Et le 8 octobre, à l'annonce que des cheminots ont été arrêtés, c'est le raz de marée.

La grève s'étend, cette foisci sur des mots d'ordre politiques, pour les libertés, le droit de grève, l'Assemblée constituante, le suffrage universel. C'est l'épreuve de force avec l'autocratie. « L'orage a éclaté... Toutes les amarres sont rompues par le souffle formidable de l'action prolétarienne solidaire », écrivait Lénine. Le nouveau ministre « libéral », Witte, est mis au pied du mur, par l'ultimatum des ouvriers, par la grève politique qui s'est étendue cette fois à tous les peuples opprimés de l'empire russe, de la Pologne à la Finlande, aux pays Baltes et aux



Barricades à Cronstadt en 1905.

Etats du sud de la Russie, la Crimée... Pour les ouvriers, il ne peut y avoir qu'une solution: l'Assemblée constituante élue au suffrage universel et direct.

Des barricades se sont élevées dans des centaines de villes, et des comités de grève ou de lutte se sont multipliés de façon plus ou moins spontanée, notamment à Pétersbourg. De simple comité de grève au début, le Soviet de Pétersbourg se métamorphose peu à peu en une sorte de gouvernement ouvrier, en un centre ouvrier de la lutte révolutionnaire.

Le 17 octobre, Witte, le nouveau ministre, pour couper court au mouvement, lançait un manifeste plein de promesses sur les libertés à venir. Mais étudiants et ouvriers réclamaient des actes et non des paroles, seul

le camp des bourgeois libéraux fut satisfait. Pour les militants social-démocrates, il n'était pas question de se contenter d'un manifeste muet sur les revendications ouvrières. Trotski, au nom du Soviet, déclarait : « On nous donne la liberté de réunion, mais les réunions sont cernées par la troupe. On nous donne la liberté de parole, mais la censure reste intacte. On nous donne la liberté d'enseignement, mais les universités sont occupées par la police. On nous donne l'inviolabilité de la personne, mais les prisons sont bondées. On nous donne Witte mais Trépov (le chef de la police) reste. On nous donne une constitution mais l'autocratie demeure. On nous donne tout et nous n'avons rien ».

L'épreuve de force se déroulait désormais entre la classe ouvrière et le tsar. Le

Soviet de Pétersbourg jouissait d'un prestige extraordinaire qui lui permit de braver 50 jours durant le pouvoir tsariste.

La révolution ne l'emporta pas cette fois-là. Mais le Soviet était une première grande conquête pour la classe ouvrière. C'était la première fois que celle-ci, qui vivait jusque-là en marge de la société officielle, sans droits politiques reconnus, pas même celui de s'associer ni celui de faire grève, cette classe méprisée, ignorée, accédait à l'existence et aux responsabilités politiques. Elle faisait ainsi la démonstration que, même dans un pays aussi arriéré que l'était la Russie tsariste, elle pouvait non seulement prétendre jouer un rôle dirigeant mais était bien la classe d'avenir.

Cécile BERNIER

# LIVRES\_

Réédition d'un roman suédois :

# « L'empereur du Portugal »

de Selma Lagerlöf

Jan Andersson de Skrolycka découvrit sur le tard qu'il possédait un cœur et qu'il pouvait battre. Ce fut à la naissance de sa fille.

Il avait passé la journée au froid dans le bûcher, à attendre la naissance de l'enfant et à ruminer. « Pourquoi as-tu tant de déveine et que des ennuis. Pourquoi n'as-tu pas trouvé à te marier avec une jolie fille, au lieu d'épouser la vieille Kattrinna, la vachère d'Eric de Falla. Jan Andersson se sentait désolé jusqu'au fond de l'âme ».

#### Selma Lagerlöf

Selma Lagerlöf est surtout connue en France pour Le merveilleux voyage de Nils Holgersson, un roman d'éducation (pour jeunes et moins jeunes!) où les animaux enseignent au petit d'homme la prudence, la ténacité et le courage. Ce chef-d'œuvre parut au début du siècle presque en même temps que Le livre de la jungle de Kipling, et connut le même succès mondial.

L'Empereur du Portugal, qui vient donc d'être réédité en français, est paru pour la première fois en Suède en 1914.

A cette époque, Selma Lagerlöf était déjà célèbre, et au-delà même de la Suède, puisqu'elle avait obtenu, cinq ans plus tôt, le prix Nobel. Elle vivait retirée dans le domaine de Mörbaka où elle était née, et qu'elle avait fini par racheter avec l'argent de son prix Nobel. Elle y mourut en 1940.

C'est ce domaine, les villages qui l'entourent, les forges villageoises, les paysans de cette région du Vermland, qui font l'inspiration de tous ses romans. Elle y retrace, dans la tradition populiste

suédoise, l'univers des communautés villageoises, ses inégalités, mais aussi ses restes de démocratie féodale.

Ce populisme, cette description assez réaliste de la vie quotidienne des campagnes villageoises est aussi fortement teinté d'une sorte de mysticisme protestant. C'est peut-être ce qui donne aussi une dimension épique et poétique à tous ces récits.

Parmi ses œuvres les plus importantes : La Saga de Gösta Berling, jeune pasteur défroqué, grand buveur, joueur et coureur débordant de fureur de vivre, vagabond romantique qui emporte tous les cœurs.. C'est ce premier roman qui rendit Selma Lagerlöf célèbre en Suède. Ensuite, mis à part Le merveilleux voyage de Nils Holgersson, ses livres les plus connus sont Jérusalem en Décarélie et Jérusalem en Galilée qui racontent chacun la vie paysanne, de communautés villageoises, au travers l'histoire de paysans protestants exaltés, et puis un grand nombre de con-

I.B.

Lui, le plus pauvre d'entre les pauvres, le vieux journalier qui travaillait tout au long du jour sur le domaine et n'avait pour maison qu'une cabane construite sur un bout de terre donné par le maître, «... était devenu un autre homme dès l'instant précis où on lui avait mis la petite fille dans les bras. (...) Il n'était plus simplement un pauvre journalier. Il possédait un trésor à exhiber, une fleur dont il pouvait s'enorgueillir. Il était riche avec les riches, et puissant avec les puissants. Il se mit à aimer sa fille d'un amour absolu ». Et c'est l'histoire d'un homme pauvre devenu mégalomane qui élève en imagination au rang d'impératrice sa fille prostituée à Lund: car si elle n'écrivait pas de cette ville où elle travaillait, la fille de Jan, c'est que seule une raison extraordinaire devait l'en empêcher; les rumeurs qui couraient au village sur son inconduite devaient bien servir ellesmêmes à dissimuler le fait : c'était sûr, elle était devenue impératrice de ce pays fabuleux et lointain où tous les journaliers suédois sont heureux et considérés : le Portugal. Jan lui-même était donc empereur...

Dans le village de Jan, les pasteurs enseignaient et prêchaient les mêmes préceptes à tous, aux enfants des maîtres des forges, aux riches propriétaires du domaine comme à leurs journaliers ou aux paysans libres de la commune.

Jan, c'était le plus humble, celui dont la vie de soumission et de labeur n'intéressait personne. C'est avec ses yeux que le lecteur découvre le village, ses inégalités, ses injustices et l'univers des pauvres. Et la passion de Jan pour sa fille est tellement puissante qu'au travers même de sa mégalomanie elle transforme cet homme écrasé et lui rend sa dignité, sa foi en lui et le courage de transgresser les barrières sociales.

Selma Lagerlöf, dont tous les personnages sont issus du peuple, même si tous ne sont pas aussi humbles que Jan, exprime cette métamorphose avec une grande tendresse.

Irène BROSSARD

L'Empereur du Portugal, de Selma Lagerlöf. Ed. Stock. Coll. Cabinet Cosmopolite. 254 pages. 39 F.



« Hold-up » de Alexandre Arcady avec Jean-Paul Belmondo, Guy Marchand, Jean-Pierre Marielle et Jacques Villeret

Le Belmondo nouveau est arrivé. Comme chaque année à la même époque. Entre les vacances de Toussaint et celles de fin d'année.

Le hold-up en question consiste à dévaliser une banque de Montréal réputée imprenable. Mais à Bébel rien n'est impossible. Déguisé en clown pour la circonstance — ce qui nous vaut de bons moments pour peu qu'on aime le cirque —, il mène employés, gardiens, directeur et policiers tambour battant.

Ensuite le film s'étire un tantinet. On fait la rencontre de Villeret en chauffeur de taxi, et on le retrouve nu comme un ver coursé par deux policiers montés.

Tout cela dans le ton de la bonne humeur, style bonenfant, bons copains pas méchants. Les flics — Marielle prête sa moustache et sa calvitie à un commissaire dépassé par les événements — sont gentiment ridiculisés.

Ça s'essouffle un peu parfois mais on rit quand même de bon cœur. La cuvée 1985 vaut les précédentes : ça grise un peu mais ça ne risque pas de tourner la tête.

A.J.

#### Sélection cinéma dans les salles parisiennes

Films récents...

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES. d'Emil Kusturica.

Dans la Yougoslavie du début des années 1950, au moment de la querelle Tito-Staline, les malheurs d'un petit bureaucrate vus par les yeux malicieux et perspicaces de son fils. Un film fin et chaleureux, rempli de notations qui font comprendre bien des aspects de la société yougoslave de cette époque, vécue du côté des petits privilégiés.

Gaumont les Halles 1er (vo). Berlitz 20e. Gaumont Richelieu 20e. Saint-Germain Huchette 2e (vo). Saint-André-des-Arts 6e (vo). Trois Luxembourg 6e (vo). Pagode 7e (vo). Colisée 8e (vo). Reflet Balzac 8e (vo). 14 Juillet 11e (vo). Gaumont Sud 14e. Miramar 14e. Olympic Entrepôt 14e (vo). PLM Saint-Jacques 14e (vo). Sept Parnassiens 14e (vo). Gaumont Convention 15e (vo). 14 Juillet 15e (vo). Clichy Pathé 18e.

ALAMO BAY. de Louis Malle.

Dans un port du Texas, des réfugiés vietnamiens, en concurrence avec des petits Blancs dans leurs activités de pêche, sont en butte au racisme. Inspiré de faits réels.

Quintette 5e (vo). Monte Carlo 8e (vo). Espace Gaité 14e (vo).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE. de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Paramount Odéon 6º (vo). Gaumont Ambassade 8º (vo). UN FAUTEUIL POUR DEUX.

de John Landis, avec Eddie Murphy.

A la suite d'un pari, un jeune chômeur noir se trouve propulsé à la tête d'un empire financier. Une farce désopilante à propos de l'inné et de l'acquis.

Marignan 8° (vo).

... et moins récents

LAWRENCE D'ARABIE. de David Lean.

Au travers des aventures d'un officier anglais mégalomane, la politique colonialiste de la Grande-Bretagne au Proche-Orient au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Châtelet Victoria 1er (vo).

VIVA ZAPATA. d'Elia Kazan.

La vie d'Emiliano Zapata, jeune paysan devenu l'un des chefs de la révolution mexicaine de 1910.

Denfert 14° (vo).

LE BAL DES MAUDITS. avec Marlon Brando, Dean Martin et Montgomery Clift.

Une dénonciation de la guerre au travers du destin de trois soldats: un allemand et deux américains.

Action Lafayette 9° (vo).

AMADEUS. de Milos Forman.

Le conflit imaginaire entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et il y a de la belle musique.

Panthéon 5° (vo). Lucernaire 6° (vo). George V 8° (vo).

CITIZEN KANE. d'Orson Welles.

Le portrait impitoyable d'un magnat de la presse.

Action Ecoles 5° (vo).

# Défendre la démocratie par l'état de siège ?

C'est, a-t-il affirmé, pour faire face à la série d'attentats perpétrés par l'extrême-droite et les nostalgiques de la dictature que le gouvernement argentin vient de décréter, le 25 octobre dernier, l'« état de siège » pour 60 jours.

Plus d'une dizaine d'attentats à la bombe auraient eu lieu en Argentine depuis un mois, dit la grande presse, auxquels s'ajoutent une série d'alertes à la bombe dans les écoles, destinées à créer un peu de panique et un climat d'insécurité.

Une semaine avant la proclamation de l' « état de siège », le gouvernement avait décrété l'arrestation de douze responsables présumés de cette vague d'attentats (dont celle d'un des principaux responsables de la répression pendant les premières années de la dictature, le général Guillermo Suarez Mason, mais qui serait réfugié à l'étranger, échappant ainsi à l'arrestation). Certaines des personnes arrêtées furent libérées quelques jours plus tard par la justice.

Alfonsin a donc pris une mesure spectaculaire et, grâce aux pleins pouvoirs que lui confère l' « état de siège », il a fait arrêter ces opposants pour la durée de celui-ci, soixante jours. Ils seraient donc à l'ombre le temps que se déroulent les élections, qui doivent avoir lieu le 3 novembre pro-

chain, et le procès des responsables de la dictature, qui devrait se terminer en décembre.

Par cette décision, le gouvernement Alfonsin veut se montrer ferme, même si sa fermeté vis-à-vis des partisans de l'ancienne dictature, avec ses arrestations pour quelques semaines, est douce à côté de celle de l' « état de siège », lorsque celui-ci visait les pauvres.

Mais, par cette mesure, le gouvernement révèle aussi ses faiblesses. On voit que la droite musclée n'a pas désarmé, loin de là, et que le nouveau gouvernement, prétendument démocratique, n'est pas un rempart contre elle. Certes, le gouvernement a annoncé que l' « état de siège » était destiné seulement à lutter contre les auteurs et les responsables des attentats. Il a promis que la campagne électorale se déroulerait normalement et qu'aucune réunion ne serait interdite. Mais le seul fait de proclamer l'« état de siège » rappelle trop les neufs ans d' « état de siège » de 1974 à 1983. Son rétablissement, deux ans plus tard à peine, même provisoirement, même appliqué de façon limitée, même s'il ne se résumait finalement cette fois qu'à des mesures administratives ou des facilités juridiques pour le gouvernement, est tout un symbole. Et ce n'est pas à la gloire de ce gouvernement, qui se présente comme le champion du rétablissement de la démocratie en Argentine.

Et évidemment la droite en profite pour crier au viol de la démocratie en pleine période électorale, tandis que les avocats des anciens dictateurs affirment que l'on n'a plus rien à reprocher à leurs clients, puisqu'ils n'auraient rien fait d'autre que ce qué fait Alfonsin.

Si les attentats perpétrés par les nostalgiques de l'ancienne dictature ont mis ainsi Alfonsin dans l'embarras, c'est que face à eux il est dans une certaine mesure désarmé: à part l'arrestation des hommes les plus en vue de l'ancienne dictature, il a conservé la même armée, la même police, la même justice. Et c'est à cette même justice qu'il demande de condamner les maîtres d'hier, à cette même police qu'il demande de rechercher les coupables d'attentats dans lesquels peuvent avoir baigné nombre de gradés de l'armée ou de la police, pour en arriver à faire appel aux lois d'exception.

Ces mesures d'exception peuvent servir Alfonsin, au moins sur le plan électoral, en lui donnant aux yeux de l'opinion publique l'image d'un



Le président argentin Alfonsin assistant à une cérémonie au siège de la police, quelques heures avant de décréter l'état de siège.

homme énergique vis-à-vis de l'extrême-droite. Elles ne peuvent que s'avérer peu efficaces contre ces activistes d'extrême-droite, liés aux milieux militaires et policiers dont font partie nombre de leurs membres et de leurs chefs. Mais elles pourraient

par contre être utilisées contre les travailleurs, contre les partis ou syndicats de gauche. Elles prouvent, cela dit, combien est fragile une « démocratie » dont Alfonsin se prétend le défenseur.

Olivier BELIN

## SIDA:

# Les malades, les médecins... et les trusts pharmaceutiques

L'annonce spectaculaire, par la voie d'un communiqué gouvernemental et d'une conférence de presse, de la découverte d'un houveau traitement contre le SIDA a suscité à la fois l'intérêt du public et une levée de boucliers dans les milieux scientifiques.

Trois médecins français de l'hôpital Laennec ont utilisé la ciclosporine, un médicament efficace contre le rejet de greffes d'organes, sur deux malades traités depuis quelques jours. Chez ces deux malades, les examens biologiques ont montré une remontée du nombre de lymphocytes (les lymphocytes sont des cellules sanguines qui assurent la défense de l'organisme et qui sont justement détruites par le virus du SIDA qui laisse ainsi le malade désarmé contre toutes sortes d'infections).

La publicité donnée à cette « découverte » par ses auteurs n'a cependant pas été du goût de tout le monde, car elle n'est pas habituelle dans les milieux scientifiques où l'on agit d'habitude de façon plus pru-

dente et où, en particulier, l'annonce d'un nouveau traitement ne se fait jamais après seulement quelques jours de soins, sans le recul nécessaire de plusieurs mois voire plusieurs années, pour apprécier si le nouveau traitement ne peut pas se révéler lui-même dangereux pour la santé, voire la vie du malade.

Au ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, qui a en quelque sorte lancé l'affaire en publiant son communiqué, le directeur de cabinet de Georgina Dufoix a déclaré que « nous avons décidé d'accorder, pour des raisons morales et politiques, le label France à de tels travaux ».

Pour ce qui est des raisons morales, elles sont pour le moins obscures. On ne voit pas bien ce qu'il y aurait de « moral » à parler d un « medicament miracle » alors que rien n'est encore prouvé, au risque de susciter l'espoir... et peutêtre la déception chez des milliers de malades.

Pour ce qui est des raisons



Les 3 médecins français de l'Hôpital Laennec annonçant leur nouveau traitement.

politiques, et du « label France », on voit mieux. Du moins le côté cocardier du remède. Et financier!

Une équipe de chercheurs français serait donc la première à obtenir des « résultats » dans le traitement du SIDA, pour lequel aujourd'hui aucun traitement ne s'est révélé un tant soit peu efficace. Cette hâte gouvernementale serait la toute dernière péripétie de la lutte acharnée que se mènent depuis plusieurs années médecins français et américains d'abord, pour identifier le virus; puis laboratoires français et américains pour la mise au point et la commercia-

lisation d'un test de dépistage, immense marché potentiel!

Depuis le 1er août 1985, le dépistage du virus, obligatoire chez tous les donneurs de sang en France, donne déjà des résultats médicaux et financiers, puisque, dans cette société, le fric est partout!

Aujourd'hui, c'est sur le terrain du traitement que se déplace la lutte. Et il semble que G. Dufoix et certains médecins français n'aient pas été très regardants pour se placer dans cette course.

Les véritables vainqueurs en seront des chercheurs trançais, américains ou autres, mais surtout les trusts de l'industrie pharmaceutique. Sandoz, par exemple, qui commercialise la ciclosporine. Ses responsables ont déclaré: « C'est une nouvelle voie de recherche, si elle se contirme, et nous allons effectuer nousmêmes des essais thérapeutiques sur une série de patients ».

Une nouvelle voie de recherche peut-être. Une nouvelle voie de profits, surtout.